REVUE DE PRESSE



La COI dans les médias entre
Le 1er et le 12 septembre 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

3e conférence des Nations Unies pour les PIED à Samoa.....2
Pêche et agriculture.....43
Sommet des chefs d'état et de gouvernement aux Comores.....56
Environnement, biodiversité et développement durable.....65
Economie et infrastructures.....67

Retrouvez les retombées média (presse écrite, presse en ligne, radio et télévision) parus cette semaine dans la presse régionale et internationale. Les propos tenus dans ces documents n'engagent que leurs auteurs. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

3e conférence des Nations Unies pour les PIED à Samoa

Plusieurs accords ont été signés pour le développement de la COI

Après sa participation à la 3e conférence des Nations Unies pour les Petits Etats Insulaires en développement (PIED), le secrétaire général de la COI a participé à plusieurs évènements et a signé plusieurs accords dans différents domaines pour le développement régional.

La délégation de la Commission de l'Océan Indien vient de participer à la 3e conférence des Nations Unies pour les Petits Etats Insulaires en Développement (PIED) et a pris part à plus de vingt évènements pour mettre en valeur l'Indianocéanie, afin de lui ouvrir d'autres opportunités. Dans le domaine de la résilience face au changement climatique, l'organisation a eu plusieurs rencontres et évènements avec le Secrétariat du Pacifique et son programme régional pour l'environnement (SPREP), la Communauté Caribéenne et son Centre régional sur le changement climatique (CCCCC), le Commonwealth, le Département des affaires économiques et sociales des Nations-Unies (UNDESA), l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) ainsi que le partenariat insulaire (GLISPA). Suite à ces activités, les jalons pour les échanges d'informations et d'expériences interrégionales avec le SPREP et le CCCCC ont été posés.

Avec le GLISPA, le « Western Indian Ocean Coastal Challenge » a été officiellement lancé. En signant un protocole d'accord avec le TNC, la COI a confirmé son engagement pour cette initiative visant à mobiliser les pays de l'Océan Indien et d'Afrique Orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience. Un autre protocole d'accord a été signé entre la COI et l'OMM afin de faciliter le renforcement des compétences météorologiques pour une meilleure prévision, recherche et préparation contre les aléas climatiques dans l'Indianocéanie.

En ce qui concerne le secteur privé, la COI est intervenue lors d'un dialogue de haut niveau organisé par le Bureau du Haut Représentant des Nations-Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (OHRLLS). Le Secrétaire général de la COI a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé et touristiques pour le développement. Dans le domaine du tourisme, la COI a participé à des discussions ministérielles initiées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

En matière de culture, cinq traditions de l'Indianocéanie ont été mises en valeur dans un film réalisé avec le concours de l'UNESCO : le Grand Mariage des Comores, le Famadiana de Madagascar, le Divali de Maurice, la Fèt Kaf du 20 décembre à La Réunion et le Festival Kreol des Seychelles. « Ces traditions font partie de notre identité indianocéanique : notre héritage. Cette conscience collective d'héritage commun nous pousse à collaborer plus étroitement parce que nous savons de ce fait que nous formons une communauté de destin » explique Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI.

Une réunion de travail particulière avec le Secrétariat du Commonwealth a permis aux deux entités d'identifier plusieurs axes de coopération, notamment pour renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et pour faciliter l'accès aux fonds pour le développement durable. Dans ce contexte, la COI collaborera avec le Secrétariat du Commonwealth pour la mise en place d'un centre sur le changement climatique à Maurice. La délégation a finalement animé un évènement intitulé « la coopération régionale : passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien ». Cette opportunité fut l'occasion de célébrer les réussites de la COI et faire valoir son expertise.

Mohamed Youssouf

www.lagazettedescomores.com/spip.php?article155

Déclaration de la Commission de l'Océan Indien à la Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

M. Jean Claude de I'Estrac, Secrétaire Général de la Commision de l'océan Indien, à la 3e séance plénière de la 3ème Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID), Samoa.

- Par Florent Breuil
- Modéré par Florent Breuil
- Rubrique : Manifestations Colloques
- Localisation : International
-
- 947 lectures depuis le 05/09/14 à 09h58 GMT



http://www.mediaterre.org/iles/actu,20140905095857,1.html

4/9/2014

Assemblée générale

DEV/3112

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Petits États insulaires en développement

Troisième Conférence internationale

7e & 8e séances plénières

matin & après-midi

LA CONFÉRENCE DE SAMOA ADOPTE « LA VOIE À SUIVRE » ET ANNONCE 75 NOUVEAUX PARTENARIATS « AUTHENTIQUES ET DURABLES » POUR SOUTENIR LES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES

APIA, SAMOA, 4 septembre -- « Nous demandons la multiplication de toutes les formes de partenariat avec et pour les petits États insulaires en développement. » Tel est le message clef issu des quatre jours de réunions et du Document final, « Samoa, la Voie à suivre »*, adopté à l'issue de la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID), qui a pris fin aujourd'hui à Apia, Samoa. Un engagement politique ferme et renouvelé en faveur des (PEID), assorti de 75 nouveaux partenariats ont été les résultats des discussions qui se sont déroulées dans cette île du Pacifique.

« Cette semaine, nous avons contribué à construire la pirogue 'la Voie à suivre'. Nous l'avons équipée des nombreuses rames que sont les partenariats lancés ici, dans le Pacifique », a conclu avec émotion le Premier Ministre de Samoa, M. Tuilaepa Lupesoliai Sailele Malielegaoi, en parlant du Document final. « Avec les partenariats véritables et durables créés ici, les PEID ont toutes les raisons d'envisager l'avenir avec sérénité et confiance. »

En ce qui la concerne, « la famille des Nations Unies va redoubler d'efforts pour garantir la mise en œuvre coordonnée du Document final », a assuré M. Wu Hongbo, Secrétaire général de la Conférence et Chef du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES).

Dans « la Voie à suivre », adoptée par acclamation, les chefs d'État et de gouvernement invitent la communauté internationale à « accélérer, grâce à des partenariats authentiques et durables, l'effort fait à l'échelle mondiale pour assurer le développement durable des PEID grâce à des programmes concrets, ciblés et tournés vers l'avenir et vers l'action ».

Tout en reconnaissant que les PEID sont, en premier, responsables de leur propre développement durable, les États Membres soulignent que les partenariats sont « des instruments efficaces pour mobiliser les ressources humaines et financières, l'expertise, la technologie et les connaissances et peuvent être un facteur important de changement, d'innovation et de prospérité ».

Les chefs d'État et de gouvernement demandent que soient établis des partenariats qui permettent de travailler de manière constructive « avec toutes les parties prenantes, à tous les niveaux ». Il s'agit d'assurer l'engagement réel de divers acteurs - autorités locales, société civile et ONG, fondations, secteur privé et institutions financières internationales.

Le texte adopté précise que ces partenariats doivent « reposer sur le principe de la propriété nationale, de la confiance mutuelle, de la transparence et de la responsabilité » et être « axés sur les priorités » des PEID. Ce Document final invite le secteur privé à jouer un rôle de plus en plus important par des partenariats public-privé.

Les six domaines dans lesquels les partenariats seront déployés et attendus, dont les 75 annoncés au cours de cette Conférence, ont fait l'objet de dialogues multipartites résumés aujourd'hui notamment par le Premier Ministre de la Barbade. Il s'agit des thèmes: développement économique durable; changements climatiques et gestion des risques de catastrophes; développement social, santé et maladies non transmissibles, jeunes et femmes; énergie durable; océans, mers et biodiversité; eau et assainissement, sécurité alimentaire et gestion des déchets.

Pour lutter contre la pollution marine, par exemple, les participants à la Conférence ont recommandé la création de partenariats efficaces, notamment par le biais du Programme d'action mondiale du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres.

Le Gouvernement du Japon a été cité en exemple par le Secrétariat du Programme d'environnement régional du Pacifique, pour le « partenariat authentique, durable et prévisible » qu'il fournit depuis plus de 15 ans, dans la gestion des déchets marins.

En matière de biodiversité, alors que nous sommes en pleine Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique (2011-2020), les délégations ont reconnu la nécessité de recourir à la coopération, aux partenariats internationaux et à des échanges accrus d'informations.

Les données et les statistiques font partie des autres moyens de mise en œuvre du développement des PEID énumérés dans le Document final, au même titre que le financement, le commerce, le renforcement des capacités, la technologie, et l'appui institutionnel.

Au cours de la séance de clôture, les délégations ont aussi adopté le rapport** de la Conférence, qui a été présenté par le représentant de Maurice, ainsi qu'une résolution de remerciements envers le Gouvernement et le peuple de Samoa***.

Avant que ne s'achève la plus grande conférence onusienne jamais tenue dans le Pacifique, le représentant du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) a lancé une invitation aux délégations pour qu'elles participent à la Conférence des Nations Unies sur cette question, qui se tiendra à Sendai, au Japon, du 14 au 18 mars 2015.

Les autres rendez-vous attendus sont le Sommet sur le climat, prévu le 23 septembre au Siège de l'ONU à New York; les négociations sur un traité sur la lutte contre les changements climatiques, qui auront lieu à Lima, au Pérou; et la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) qui se tiendra à Paris, en France, en 2015, et à laquelle les PEID ont assigné la tâche d'adopter un instrument ambitieux et juridiquement contraignant. Les États doivent aussi adopter les objectifs de développement durable et le programme de développement pour la période après 2015.

TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Déclarations

Le Vice-Premier Ministre de Samoa, M. FONOTOE NUAFESILI PIERRE LAUOFO, a présenté un résumé du dialogue multi acteurs qui s'est tenu hier après-midi sur le thème: « les océans, les mers et la biodiversité ». Il a été rappelé au cours de cet échange que l'utilisation non durable des ressources marines, à travers la surpêche ou la pêche illégale, conduisait à l'appauvrissement des stocks de poisson. Il faut donc adopter une approche intégrée, holistique et globale pour gérer efficacement les zones côtières et maritimes. Les PEID sont bien placés pour développer des économies basées sur les océans, a indiqué le Vice-Premier Ministre samoan. Au nombre des partenariats, les participants ont parlé de ceux qui œuvrent dans les domaines de l'acidification des océans, de la conservation dans les Caraïbes, ou encore de la coopération stratégique des PEID sur la biodiversité et les forêts.

M. TUILOMA NERONI SLADE, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, a signalé l'adoption, le mois dernier à Palaos, du Cadre pour le régionalisme pacifique, afin de contribuer à l'intégration régionale. La Conférence de Samoa est l'occasion pour le monde de reconnaître le rôle central que jouent les océans dans la vie et les économies des États du Pacifique, a-t-il remarqué, appelant à utiliser le potentiel économique des océans pour appuyer le développement des peuples insulaires. Il a aussi parlé de l'Alliance de l'océan Pacifique qui est un espace de collaboration sur les questions océaniques. Le représentant a ensuite soutenu l'idée d'adopter et d'inscrire dans le programme de développement pour l'après-2015 un objectif de développement durable séparé pour ce qui concerne les océans. Il a par ailleurs expliqué la nécessité pour les îles du Pacifique d'accéder à d'autres sources de financement, notamment en ayant recours à des ressources nationales comme les recettes

fiscales. Il a assuré que le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique continuerait à travailler avec les PEID et leurs partenaires pour mettre en œuvre le Pacte du Forum pour le renforcement de la coordination en faveur du développement.

MmeNAOKO ISHII, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a souligné l'importance de l'approche régionale pour faire avancer l'agenda des PEID. En la matière, il a dit qu'il fallait mettre l'accent sur le défi posé par l'accès à l'énergie et a indiqué que le FEM cherche à augmenter ses investissements dans l'énergie renouvelable. Le FEM souhaite ce faisant nouer des partenariats avec un large éventail de parties prenantes. Les PEID, a-t-il ajouté, ont aussi besoin de partenariats forts en matière d'adaptation aux changements climatiques. LE FEM travaille d'ailleurs avec des partenaires pour renforcer la capacité des PEID dans ce domaine, en intégrant les risques liés aux changements climatiques et les mesures d'adaptation dans les plans et politiques de développement pertinents. Depuis 1994, le FEM a fourni près d'1 milliard de dollars en appui au développement durable des PEID, ce qui a contribué à mobiliser des sommes additionnelles importantes auprès d'autres partenaires.

Le nouveau cycle quadriennal de financement du FEM montre que pour la période 2014-2018, une somme de 256 millions de dollars sera déboursée pour des projets sur l'environnement, soit une augmentation de 9% par rapport à la précédente période. Les ressources du FEM sont aussi disponibles à d'autres guichets et des appuis spécifiques aux PEID ont également été mis à leur disposition.

M. JAMES MOVICK, Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, a indiqué que les membres de cette Agence sont les gardiens de zones économiques exclusives qui couvrent 20 millions de km2. Ces zones représentent l'espace où se déroulent les activités les plus importantes au monde de pêche au thon, contribuant ainsi largement à la sécurité alimentaire du monde. Cependant, a-t-il précisé, 40% des prises se font par les bateaux étrangers. Il a donc demandé que soit reconnu le droit des États côtiers de contrôler leurs zones de pêche. Les membres du Forum, a-t-il indiqué, vont introduire une zone de gestion du thon albacore du Pacifique Sud. Le représentant a souhaité que l'on aborde le problème de la capacité excessive de la flotte de pêche régionale et mondiale en proposant la création d'une zone économique exclusive. Nous souhaitons aussi une gestion efficace de la haute mer, a-t-il ajouté, souhaitant une lutte efficace contre la pêche illégale.

M. COLIN TUKUITONGA, de la Communauté du Pacifique, a indiqué que son organisation a facilité le lancement du Partenariat du Pacifique sur les maladies non transmissibles, qui s'inscrit dans les nombreux partenariats annoncés dans le cadre de « Samoa, la Voie à suivre ». Il a annoncé que pour appuyer effectivement les différents mécanismes institutionnels qui seront sollicités pour le suivi de la mise en œuvre du Document final de la Conférence de Samoa, la Communauté du Pacifique s'est portée candidate à un siège d'observateur permanent auprès des Nations Unies. Le représentant a conclu en soulignant l'importance, pour les acteurs du développement, qu'il s'agisse des gouvernements ou des agences, de mieux appréhender ce processus et ses interventions. Ils doivent réaliser que le développement est un processus multisectoriel qui exige que l'on reconnaisse le partenariat comme une ressource indispensable faisant partie de la solution. Le partenariat est « la réponse naturelle » aux problèmes qui se posent, car aucune institution ne peut tout faire toute seule. Cela veut dire aussi que les gouvernements et les communautés doivent, du sommet à la base, s'impliquer vigoureusement.

M. DAVID SHEPPAD, Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique, a rappelé l'extrême vulnérabilité dont souffrent les PEID, qui en matière économique et de développement constituent ainsi des cas particuliers. Nos pays contribuent à 0,03% des émissions de gaz à effet de serre mondiales, mais ils seront les premiers à être submergés par la montée du niveau des eaux des océans si l'on maintient le statu quo, a-t-il prévenu en citant les conclusions du GIEC. Il a invité tous les pays à travailler avec le Programme dont il assure le secrétariat pour renforcer la résilience des pays du Pacifique et notamment les aider à mieux gérer leurs déchets. « De tels partenariats ne sont pas facultatifs, mais essentiels », a-t-il lancé. M. Sheppad a remercié le Gouvernement du Japon, qui fournit une aide dans ce domaine depuis plus de 15 ans, estimant que cela constituait un « excellent exemple de partenariat authentique, durable et prévisible ». M. Sheppad s'est félicité de la création du Bureau sous-régional du PNUE, le premier à être créé dans le monde après la Conférence Rio+20.

M. FELIPE NAINOCA, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a appelé les gouvernements à renforcer la capacité et la résilience des institutions locales en reconnaissant le rôle du bénévolat, tant dans les lois que par l'appui et la formation. Les gouvernements devraient aussi intégrer les plans sur la réduction des risques de catastrophes et sur les changements climatiques dans les cadres nationaux, régionaux et internationaux visant à améliorer les résultats des efforts de développement, a estimé M. Naicoca. Il a aussi appelé les gouvernements à faire des cadres juridiques un élément à part entière de la préparation aux catastrophes. Les gouvernements doivent enfin résoudre la question de la sécurité alimentaire en ayant un agenda plus large sur les conditions de vie. Ils devraient reconnaître la menace posée par les

maladies non transmissibles non seulement sur la santé, mais aussi sur le développement et la croissance économique, et investir dans les jeunes en les impliquant dans les processus décisionnels.

Mme MARIAMA WILLIAMS, Centre du Sud, a estimé que des progrès avaient été accomplis depuis la Conférence de la Barbade en 1994, les PEID ayant été proactifs pour leur développement durable. Toutefois, pour beaucoup, la croissance demeure fragile, et ils supportent le fardeau d'une dette croissante. Elle a expliqué que la survie des PEID dépend de réseaux de partenariats novateurs impliquant les membres de la société civile, notamment les femmes et les peuples autochtones. Un partenariat renforcé, robuste et mondial en faveur du développement reste un élément essentiel de la responsabilité internationale envers ces pays, a-t-elle dit. « Samoa, la Voie à suivre » doit permettre aux PEID de participer de manière plus démocratique et inclusive aux accords de gouvernance mondiale, a estimé Mme Williams. Elle a aussi souhaité que les PEID renforcent leur collaboration avec leurs partenaires dans le but de participer davantage aux prises de décisions relatives aux questions macroéconomiques et financières mondiales. Enfin, elle a espéré que le Document final de la Conférence de Samoa permettrait de mieux promouvoir l'égalité entre les sexes.

M. JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC, de la Commission de l'océan Indien, a plaidé pour que les PEID soient reconnus comme une catégorie spécifique de pays méritant un traitement spécial et donc un statut spécial au sein du système des Nations Unies. Ce statut doit reposer sur quatre mesures, à savoir: la définition d'une liste crédible des PEID; l'adoption d'un plaidoyer coordonné et focalisé en faveur des PEID au sein de tous les fora internationaux; la création de conditions permettant aux PEID de bénéficier des opportunités de financement multilatérales; et l'identification d'un nombre raisonnable de mesures d'appui dédiées aux PEID. L'avenir de nos pays dépendra sans aucun doute de la place qu'occuperont les PEID dans l'agenda mondial de l'après-2015, a dit M. De l'Estrac. Il a insisté « solennellement » pour que les PEID qui figureront sur la liste qu'il a proposé d'établir soient reconnus comme une entité spécifique au sein du système des Nations Unies. Au-delà de la seule constitution d'un groupement à l'ONU « nous plaidons pour la mise en place d'un programme des Nations Unies spécifiquement dédié aux PEID ». Un tel programme devrai garantir une coordination efficace des actions entreprises par les agences et programmes de l'ONU en faveur des PEID, at-il argué.

M. TANNAO KIRI, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a estimé que, pour arriver à une répartition équitable des revenus et un développement coordonné des compétences, il était impératif de trouver de nouveaux modes de régulation. Un système multilatéral renforcé doit accorder une même attention à tous les pays et recevoir les moyens de rendre les politiques de ses membres à la fois plus transparentes et mieux adaptées à leur situation propre, a-t-il dit. Il faut, a ajouté M. Kiri, rendre aux disciplines essentielles de l'échange et du savoir toute leur valeur et toute leur efficacité. Il a expliqué que la Francophonie apportait son appui aux organisations mondiales qui permettent aux pays tels que les PEID de s'organiser, d'améliorer leur coordination et de faire valoir leur point de vue. Le représentant de l'Organisation de la Francophonie a plaidé en faveur de l'appropriation nationale dans le soutien qui est apporté aux stratégies nationales de développement durable. En ce qui concerne les PEID, il a indiqué que la Francophonie mène une initiative spécifique sur la question du tourisme durable qui, a-t-il précisé, est un moteur important de l'économie de ces États et a des impacts sur la biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre.

Mme RACHEL KYTE, Groupe de la Banque mondiale, a affirmé que la Banque écoute les PEID et sait que l'impact budgétaire des catastrophes naturelles est immense. Elle a prôné une meilleure intégration régionale face à ce fléau mais aussi un plus grand appui de la communauté internationale. Elle s'est donc félicitée du thème de la Conférence de Samoa, en exprimant la disposition de la Banque mondiale à promouvoir la prospérité des PEID. La Banque mondiale aide déjà les PEID à évaluer leurs vulnérabilités et a renforcé son appui financier en leur faveur. Les PEID ont accès à un cadre de financements concessionnels dans le cadre de l'exception accordée par l'IDA (Association internationale pour le développement) aux petites îles même si les niveaux du revenu par habitant y sont quatre fois supérieurs à la limite prévue. Les affectations de l'IDA représentent aujourd'hui en moyenne le double des sommes affectées aux pays non insulaires. Aujourd'hui, les termes du crédit permettent des périodes plus longues de remboursement mais aussi des périodes de grâce. Dans IDA 16, plusieurs projets régionaux sont financés dans le Pacifique et dans les Caraïbes. D'autres contributions sont faites en plus des affectations par pays.

La Banque aide mieux les PEID à faire face aux chocs externes. Les différents mécanismes de l'IDA fournissent aux PEID des ressources complémentaires contre l'impact des catastrophes naturelles. La représentante a donné d'autres exemples des mécanismes de financement qu'accorde la Banque, sans compter les services consultatifs et techniques qui sont un autre aspect du travail mené avec les PEID par la Banque mondiale, qualifiée par Mme Kyte de « coordonnateur mondial et praticien des connaissances en matière de développement ». La coordination est en effet nécessaire pour promouvoir la résilience et la

croissance durable des PEID, a-t-elle conclu, en assurant que la Banque étudie d'autres approches pour faciliter l'accès des PEID à tous ses services, dont une nouvelle initiative sur la résilience.

Mme ROBERTA CLARKE, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), a souhaité qu'il soit mis un terme aux exclusions historiques et persistantes dont sont victimes les femmes, en veillant à ce que celles-ci bénéficient de l'égalité à tous les niveaux. La réalisation de leurs droits est un préalable à l'élimination de la pauvreté, a-t-elle fait remarquer, se félicitant qu'un objectif de développement durable consacré à cette égalité ait été proposé par le groupe qui travaille à définir ces objectifs. Nous devons veiller à ce que les femmes aient accès à des emplois productifs et décents, aux terres, aux crédits, aux technologies, à la santé reproductive et aux droits reproductifs, aux prises de décisions et aux processus de paix dans les situations postconflit. Notant que les PEID affrontent des vulnérabilités extrêmes, la représentante d'ONU-Femmes a constaté le haut niveau de dette qui en résulte pour ces pays. Les femmes supportent un fardeau disproportionné pour fournir des soins aux enfants, a-t-elle aussi rappelé. Elle a expliqué à cet égard qu'ONU-Femmes travaille pour autonomiser les vendeuses sur les marchés des pays du Pacifique. Enfin, elle a demandé que le rôle des femmes soit davantage pris en compte et que la volonté politique permette aux principes énumérés dans le Document final de Samoa de devenir réalité.

Mme WENDY WATSON-WRIGHT, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture- (UNESCO), a souligné le caractère fondamental de la science pour l'avenir des PEID. Il faut, a-t-elle préconisé, encourager les jeunes à embrasser ces carrières et améliorer l'interface entre sciences et politique. Dans ce cadre, les connaissances traditionnelles utilisables dans la lutte contre les changements climatiques doivent être mieux diffusées. Il faut passer de la gestion des crises au renforcement de la résilience, en investissant dans l'éducation et la recherche, pour ainsi assurer l'autonomisation de populations concernées, a dit Mme Watson-Wright. L'éducation de qualité ne veut pas seulement dire apprendre à bien lire et à écrire, mais surtout améliorer les compétences, changer les comportements et les attitudes, et assurer l'apprentissage, la formation professionnelle et la transition vers le monde du travail. Changeons de perspectives pour que toute la sagesse accumulée par les PEID soit au cœur du développement durable pour tous, a conclu la représentante de l'UNESCO.

M. TIMOTH WILCOX, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), a salué le leadership des pays du Pacifique dans les efforts mondiaux visant à intégrer l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des risques de catastrophes, tout en constatant que ces programmes se heurtent à des goulets d'étranglement dans la mise en œuvre. Il a expliqué que la réduction des risques de catastrophes nécessite l'engagement de toute la société et l'augmentation des investissements dans ce domaine. Il faut renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes, a-t-il insisté. Il a félicité les PEID pour leur mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, ce qui leur a permis de passer de la gestion des catastrophes à la réponse aux désastres. M. Wilcox a apprécié que le Document final de Samoa appuie l'actualisation du cadre d'action d'Hyogo pour la réduction des risques de catastrophes. Il a enfin lancé une invitation aux délégations pour qu'elles participent à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes qui se tiendra du 14 au 18 mars 2015 à Sendai, au Japon.

M. GYAN CHANDRA ACHARYA, Haut Représentant pour les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (PEID), a prévenu qu'après l'adoption de « Samoa, la Voie à suivre », les moyens de mise en œuvre et le renforcement des capacités de résilience fondés sur les partenariats les plus larges seront cruciaux. « La Voie à suivre », a-t-il estimé, intervient à un moment opportun, c'est-à-dire avant le Sommet du Secrétaire général sur le climat et avant l'articulation des objectifs du développement durable pour l'après-2015. Les PEID savent que pour réaliser leurs aspirations, les partenariats sont la clef. Le partenariat, a-t-il dit, est inscrit dans l'ADN du développement durable des PEID mais il doit substantiellement être renforcé, élargi et rendu durable, et conduire à un impact plus fort et plus large sur la vie des gens, en particulier les jeunes femmes et les communautés marginalisées.

Mon bureau, a assuré le Haut Représentant, attend avec intérêt d'intégrer « Samoa, la Voie à suivre » dans le travail du système de l'ONU, de renforcer la cohérence dans les processus de l'Organisation et de mobiliser l'appui international. Nous travaillerons avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les fondations et les universités pour mettre en œuvre le Document final de manière holistique, a-t-il souligné.

M. BRAULIO FERREIRA DE SOUZA DIAS, Convention des Nations Unies sur la biodiversité, a indiqué que, selon les conclusions du quatrième rapport sur les perspectives mondiales sur la biodiversité, publication phare de la Convention, les PEID ont davantage investi dans la lutte contre les pertes en biodiversité par rapport à la période d'avant 2010. Il apparait cependant

que les pertes dans ce domaine continuent à se faire sentir et s'accélèrent même, à cause des changements climatiques, de la pollution, et des pertes de services fournis par les écosystèmes. La COP 21, qui se tiendra en 2015, devra examiner les questions de l'acidification des océans, de la pollution marine et de l'identification des zones marines ayant une importance particulière en termes d'écologie et de biodiversité. Le représentant a aussi souhaité que la COP 21 apporte une contribution importante au programme de développement pour l'après-2015 et reconnaisse le leadership des PEID dans la conservation de la biodiversité.

Le représentant a ensuite plaidé en faveur de la mobilisation des ressources, afin de pouvoir atteindre les objectifs d'Aichi. Il a demandé à cet égard aux PEID de soumettre à la Convention leurs plans et stratégies nationales relatifs à la conservation de la biodiversité, ainsi que leurs cinquièmes rapports nationaux. Enfin, il a invité ces pays à tirer au mieux profit des mécanismes de dialogue et de coopération mis en place dans le cadre de la Convention sur la biodiversité.

M**.** MESBAH ABDELKADER ELLAFI (Libye) s'est félicité que la communauté internationale ait enfin compris l'importance de la solidarité en ce qui concerne l'aide à apporter aux PEID pour combattre les changements climatiques. Toute la communauté internationale sait que le développement durable est le moyen le plus sûr pour atténuer les conséquences de ce phénomène. La responsabilité première repose certes sur les PEID, mais certains d'entre eux font face à des catastrophes naturelles à répétition qui les empêchent d'avancer efficacement vers le développement durable, a constaté le représentant. Il est du devoir de la communauté internationale, dont des pays développés dotés des capacités matérielles et technologiques, de tendre la main aux PEID. Alors que nous célébrons l'Année internationale des PEID, il nous faut faire preuve d'une volonté politique sans équivoque pour accompagner ces pays sur la voie du développement durable.

Beaucoup de progrès ont été réalisés depuis le Programme d'action de la Barbade, mais l'efficacité de la mise en œuvre est l'élément essentiel auquel nous devons tous prêter l'attention nécessaire, a préconisé le représentant. « Samoa, la Voie à suivre » doit être le point de départ d'actions efficaces et malgré les conditions difficiles dont elle souffre dans cette période de transition sensible, la Libye a tenu à être à Samoa pour le dire, a conclu le représentant.

M. MELCHIADE BUKURU, Bureau de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, a parlé de la menace que représente la dégradation des sols pour les PEID. Il a apprécié que « Samoa, la Voie à suivre » soit le premier document traitant de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse comme des questions cruciales pour la sécurité alimentaire et la nutrition, l'adaptation aux changements climatiques, la protection de la biodiversité et la résilience face aux catastrophes naturelles. Selon le rapport présenté par le PNUE à la Conférence de Samoa, la dégradation des sols est une question que les PEID continueront à affronter aux cours des années à venir. Le rapport avertit que ces pays atteignent leurs limites en termes de capacité des terres. La seule perte d'un hectare de terre productive pour ces pays à cause de la dégradation des sols constitue une perte substantielle. Une meilleure gestion des terres peut en outre aider à capturer le carbone contenu dans 30% des émissions totales de gaz à effet de serre, a-t-il aussi indiqué. Il a donc plaidé en faveur de mesures d'adaptation aux changements climatiques, dans les PEID, par le biais d'activités basées sur la conservation des terres.

M. BRAHIMA SANOU, de l'Union internationale des télécommunications (UIT), s'est réjoui qu'aujourd'hui le niveau de pénétration des technologies de l'information et des communications a dépassé les 80% dans les PEID. La connexion à l'Internet y est passée de 0,1% en 1994 à 35% de la population en 2014. Il a donc vu en ce phénomène un message d'espoir parce que les TIC seront plus abordables, permettant ainsi aux PEID d'être encore plus connectés. Avec la connexion, on peut sauver des vies avant, pendant et après les catastrophes; surveiller l'environnement pour atténuer l'impact des changements climatiques; faciliter les transactions commerciales; et utiliser l'Internet pour les services publics et les envois de fonds des migrants. Ne dormons pas sur nos lauriers et travaillons à élargir l'accès au haut débit pour améliorer rapidement la santé, l'éducation, le transport et les services publics, a dit M. Sanou.

C'est la raison pour laquelle, a dit le représentant, au cours de cette Conférence, l'IUT a conclu un Accord sur la connectivité avec tous les 11 petits États insulaires en développement du Pacifique et avec des industriels pour, non seulement ouvrir l'accès à la bande à haut débit, mais aussi pour l'offrir à un prix abordable. S'adressant au secteur privé il a dit: « vous pouvez voir de vos propres yeux qu'il y a des opportunités d'investissements incroyables dans les PEID ». Il a prévenu ces derniers que des erreurs seront faites et que certains projets n'atteindront pas leurs objectifs. « Attendez-vous à ces problèmes, anticipez les, et acceptez les, parce que la plus grande satisfaction vient de l'audace, de l'innovation, des corrections et de l'énergie nécessaire pour continuer à aller de l'avant. Comme on dit: « Le succès n'est pas final et l'échec n'est pas fatal ».

M. OLAV KJORVEN, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a averti que si le monde n'investit pas dans les droits, l'autonomisation et le bien être des personnes dès leur naissance, la réalisation des objectifs de développement durable

sera difficile. Il a apprécié la signature, par 14 pays du Pacifique en 2012, de promesses visant à faire reculer la mortalité infantile dans ces pays. À la veille de la célébration des 25 ans de la Convention sur les droits de l'enfant, prévue en novembre 2014, il a demandé de renouveler l'engagement pour que les enfants soient en bonne santé et protégés. Les enfants des PEID vivent dans une nouvelle réalité, et il faut mettre l'accent sur leur survie, a-t-il préconisé. Ce sont souvent les familles les plus pauvres qui vivent dans des zones vulnérables face aux changements climatiques. Il a donc demandé que, dans « Samoa, la Voie à suivre », des mesures soient prises pour l'adaptation et l'atténuation des effets des changements climatiques.

Le représentant a aussi demandé de s'attaquer aux problèmes de la pauvreté, du manque d'éducation et du chômage des jeunes. Les PEID étant géographiquement isolés, il faut y mettre l'accent sur l'éducation, a-t-il recommandé. M. Kjorven a également rejeté toute violence ou abus à l'égard des enfants et demandé de lutter contre les punitions corporelles. En matière de santé, il a mis l'accent sur les questions d'assainissement et d'eau en demandant qu'elles figurent au cœur du programme de développement pour l'après-2015.

M. LAURENT ZESSLER, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a prévenu que si les clefs de l'adaptation aux changements climatiques sont la résilience, la sécurité et l'autonomisation des populations, alors une bonne santé reproductive est la condition préalable au succès des programmes y afférents. C'est la raison pour laquelle, le FNUAP est convaincu que l'accès universel à la santé de la reproduction est une donnée fondamentale du développement durable car il prévient les mariages d'enfants et d'adolescents, les grossesses précoces et les décrochages scolaires précoces, et aide les populations, en particulier les femmes et les filles, à vivre une vie résiliente aux affres des changements climatiques et leur donne la marge de manœuvre nécessaire pour se préparer et anticiper ce phénomène. L'adaptation aux changements climatiques dépend, a insisté le représentant, d'une collecte et d'une analyse systématique des données ventilées par sexe et par espace géographique qui sont des informations essentielles pour l'efficacité des plans de résilience et de développement.

M. PRADEEP MONGA, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a expliqué comment cet organisme contribue à la mise en œuvre de « Samoa, la Voie à suivre » et à celles des plans d'action des Documents de La Barbade et de Maurice. Il a mentionné un partenariat Sud-Sud lancé avec SIDS DOCK et l'Autriche, le 2 septembre, pour établir un réseau de centres régionaux sur l'énergie durable en Afrique, dans les Caraïbes, dans le Pacifique et dans l'océan Indien. Nous avons aussi travaillé sur les questions des pêches et de la sécurité alimentaire dans la région du Pacifique, a-t-il ajouté. En outre, l'ONUDI a signé ce matin même un mémorandum d'accord avec la Barbade pour y promouvoir les infrastructures industrielles innovantes respectueuses de l'environnement. Le représentant a également indiqué que son organisation avait participé activement au Forum des jeunes, au Forum du secteur privé ainsi qu'aux dialogues multipartites organisés à l'occasion de la Conférence de Samoa. Nous avons eu ainsi un rapport direct avec les acteurs de ces pays qui s'engagent concrètement en faveur du développement durable, a-t-il expliqué.

M. XAVIER MARET, du Fonds monétaire international (FMI), a affirmé que le FMI a intensifié son engagement avec les PEID, mais que le Fonds reconnaît qu'il reste encore beaucoup à faire. Le FMI estime que le succès des PEID dépend de trois facteurs: l'appropriation des réformes; une bonne gestion de l'économie; et un partenariat fort avec la communauté internationale. Le FMI accorde la priorité à la croissance et à la création d'emplois, mais joue aussi un rôle de plus en plus affirmé dans des domaines non traditionnels tels que la résorption des inégalités de revenus, la lutte contre les conséquences des changements climatiques, ou encore l'aide à l'intégration des femmes dans le marché de l'emploi. Le FMI entend bien, à l'avenir, rester engagé dans des partenariats solides avec les PEID pour les aider à relever les défis économiques et ce faisant, il promet de tirer les enseignements de cette Conférence de Samoa, a assuré le représentant.

Mme SHAMSHAD AKHTAR, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a expliqué que le rôle de la Commission consiste à renforcer les messages de « Samoa, la Voie à suivre » pour arriver à davantage de cohérence dans les politiques à mettre en œuvre. Le Document final doit être axé sur les résultats, a-t-elle précisé. Étant donné que nous devons mettre en œuvre un programme complexe, il faut confier cette exécution à ceux qui connaissent le mieux les normes et les pratiques les plus efficaces, a dit Mme Akhtar. Elle a indiqué que la CESAP avait maintenant une instance sous régionale consacrée aux économies des îles du Pacifique, qui organise des consultations annuelles sur les questions importantes pour ces États. En outre, nous essayons d'intégrer le développement durable dans tous les domaines d'action de la CESAP, a signalé Mme Akhtar en précisant que l'économie verte et le renforcement des capacités figurent parmi les domaines d'action de la CESAP. La Commission examine également les problèmes liés aux migrations causées par les changements climatiques.

M. TIME RWABUNEMBA, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), a indiqué qu'en matière de VIH/sida, les progrès accomplis restent fragiles et doivent être préservés. Il n'est pas encore temps, a-t-il prévenu, de dormir sur ses lauriers. L'expérience, a-t-il poursuivi, montre qu'il y a cinq éléments clefs à observer dans le succès de la lutte

contre le VIH/sida, à savoir, disposer de l'information stratégique; procéder à des investissements ciblés; mettre l'accent sur les femmes et les filles; assurer la promotion d'une approche fondée sur les droits pour ne laisser personne de côté; et soutenir les partenariats et les actions multisectorielles et intégrées. Il est possible d'éradiquer l'épidémie du VIH/sida d'ici à 2030, et les cinq dernières prochaines années détermineront ce qui peut être fait.

Cette Conférence de Samoa, a estimé le représentant, est l'occasion de galvaniser l'engagement en faveur de la réalisation complète des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de prendre les mesures nécessaires non seulement pour éliminer la pandémie d'ici à 2030, mais aussi pour exploiter les enseignements tirés de ces 30 dernières années pour résoudre d'autres questions pressantes de santé publique et qui présentent des défis sociaux. Les partenariats effectifs et créatifs ont été jusqu'ici les outils les plus puissants, et ONUSIDA se tient aux côté des PEID pour la mise en œuvre d'un agenda visant l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et soutenant une croissance inclusive qui corrigerait les inégalités sociales tout en protégeant et en gérant au mieux les ressources naturelles et culturelles de notre planète.

M. STEPHEN GRAFF, Bureau régional du Pacifique de la Banque asiatique de développement (BAD), a indiqué que la Banque avait accru son aide envers les PEID, en faisant passer de 500 millions à 1,9 milliard de dollars le portefeuille d'opérations qu'elle a avec ces pays depuis la Conférence de Maurice. Il a expliqué comment la Banque avait aidé les PEID à faire face à la fluctuation des prix des produits alimentaires et du pétrole en 2008 et 2009. En outre, la Banque travaille depuis 5 ans avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Banque mondiale et l'Union européenne pour fournir un soutien budgétaire souple aux PEID, plutôt que des investissements traditionnels dans les projets. La BAD est aussi la principale source de financement pour les projets d'énergie renouvelable dans les PEID. Le représentant a reconnu que ces pays sont très différents les uns des autres et qu'il n'existe pas de solution unique. Nous sommes présents dans 13 des 15 PEID membres de notre Banque, a indiqué M. Graff. Nous souhaitons continuer à coopérer avec les gouvernements de ces pays, avec humilité, en écoutant leur voix, a-t-il précisé.

M. ACHILLE BASSILEKIN, du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a dit que ces pays comptaient qu'après l'adoption de « Samoa, la Voie à suivre », les moyens de mise en œuvre des programmes et recommandations seront adéquatement mis en place et ne se réduiront pas seulement à une litanie de mots intelligemment assemblés afin de permettre une fois de plus aux pays qui sont les plus responsables des problèmes que rencontrent les PEID de prendre, une nouvelle fois, la tangente et de s'affranchir de leurs engagements et obligations. Le Groupe ACP souligne que des fonds nouveaux, additionnels et prévisibles seront nécessaires pour répondre effectivement aux défis du développement des PEID, a dit M. Bassilekin. Il sera tout aussi important que les questions liées au renforcement des capacités et au développement et au transfert des technologies soient résolues de manière globale pour appuyer les efforts des États ACP, dont les PEID, en faveur du développement durable.

M. ROBERT KYLOH, Organisation internationale du Travail (OIT), s'est félicité que « Samoa, la Voie à suivre » contienne des dispositions sur la situation de l'emploi dans les PEID. Il a apprécié en particulier que le Document final désigne les personnes comme des ressources importantes pour ces pays. L'OIT appuie les programmes de formation des jeunes dans les PEID pour les aider à renforcer leurs compétences, a-t-il dit, en reconnaissant cependant que cela ne suffisait pas. Il faut assortir ces programmes d'autres programmes en faveur de la création d'emplois, a-t-il expliqué. Le travail des migrants est une autre question importante qui se pose aux PEID, et à laquelle s'intéresse de près l'OIT. Par ailleurs, le représentant a estimé que le Document final de la Conférence de Samoa adoptait une approche équilibrée entre la nécessité d'adopter des politiques macroéconomiques et le rôle du secteur privé. Il a aussi fait remarquer que la mise en œuvre d'un plancher de sécurité sociale, d'un revenu minimum, et les négociations collectives pouvaient avoir un rôle positif dans le développement durable des PEID.

Mme SHANTAL MUNRO KNIGHT, du Grand groupe des ONG, a souligné que les ONG sont des partenaires essentiels car elles sont des pourvoyeurs de services, des acteurs dans l'innovation, des facilitateurs de capacités, des mobilisateurs, des défenseurs et des experts techniques. Il faut adopter des approches participatives transformatives qui reconnaissent le rôle, la contribution et les capacités des ONG, a dit Mme Knight. Il faut aussi, a-t-elle estimé, définir la nature des partenariats véritables et durables dont on parle aujourd'hui. Un partenariat de qualité doit être jugé non seulement à l'aune des contributions monétaires directes que chaque partenaire met sur la table mais aussi à celle de l'expertise et des connaissances que des partenaires comme la société civile apportent.

Les ONG demandent la reformulation de l'architecture mondiale de gouvernance pour donner aux PEID une voix équitable dans les processus décisionnels sur le développement durable. Les ONG demandent aussi l'implication de leurs

représentants dans les mécanismes mondiaux, régionaux et nationaux, créés pour financer les initiatives de développement durable. Elles prônent la création de plateformes d'appui inter et intra régionaux pour faciliter leur accès aux ressources et le renforcement de leurs capacités de participer aux processus liés aux PEID et autres. Les ONG demandent enfin des ressources qui leur permettraient de devenir des partenaires actifs dans la mise en œuvre de « La voie à suivre » et elles exigent leur inclusion dans les délégations des fora intergouvernementaux.

Mme FLORENCE PIGNOLET TARDAN, du Grand groupe des autorités locales, venant de l'île de la Réunion, a présenté le document commun élaboré lors de la Conférence internationale sur les iles et les changements climatiques, tenue en juin dernier, qui porte la voix des îles à la COP 21, prévue à Paris en 2015. Les gouvernements et organisations ont ainsi décidé de poursuivre la réflexion pour une vision partagée des changements climatiques dans les îles, compte tenu des besoins et des réalités territoriales. Mme Pignolet Tardan a aussi expliqué que la déclaration reconnait le rôle de sentinelle que jouent les îles face aux changements climatiques et présente les initiatives existantes ou à venir pour développer des mécanismes de solidarité et adopter des solutions pratiques pour faire face aux besoins en matière d'adaptation et d'atténuation. Elle a parlé de plusieurs projets phares déjà mis en œuvre, comme la création d'un indice de vulnérabilité et d'un indice de résilience pour les îles, et de l'initiative « Swap the Debt » lancée par les Seychelles avec le Club de Paris. En outre, un « hub énergie » pour l'Océan indien a été créé, afin de répondre au développement de projets dans le domaine de l'énergie renouvelable. Ces initiatives, a-t-elle souligné, montrent le dynamisme et l'engagement des États et des autorités infra-étatiques dans la lutte contre les changements climatiques.

Mme PAMELA THOMAS, du Grand groupe des agriculteurs, a demandé aux PEID des Caraïbes, compte tenu des changements climatiques, de développer des mécanismes d'appui et des infrastructures qui faciliteraient la création de fermes résiliences à ce phénomène, assurant ainsi la sécurité alimentaire. Ce faisant, ces pays devront signer des accords de partenariat et adopter des stratégies d'adaptation pour diminuer le nombre des récoltes perdues, a préconisé Mme Thomas. En tant que PEID, nous devons continuer à renforcer notre résilience par des pratiques agricoles nouvelles et améliorées, a-t-elle dit. Le Réseau des agriculteurs des Caraïbes (CaFaN) qui regroupe 500 millions exploitants des 15 pays de la région se tient prêt à collaborer avec les institutions, les organisations et les gouvernements engagés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, le chômage et les autres défis du développement, a conclu la représentante.

M. KLAUS J. STUNZNER, du Grand groupe du monde des affaires et de l'industrie, a rendu compte d'une manifestation organisée avant la Conférence de Samoa sur le thème « élaborer des partenariats extraordinaires ». Ce forum a mis l'accent sur sept domaines, comme les océans, la connectivité et l'énergie renouvelable. Il s'est conclu par l'annonce de la création de 20 partenariats, initiatives et recommandations, a indiqué l'orateur. M. Stunzner a salué le Document « Samoa, la Voie à suivre », et en particulier la section relative au soutien à une économie durable, qui reconnait le rôle du secteur privé. Le Document final permet de mieux intégrer les trois dimensions du développement durable, a-t-il estimé.

M. DANIELE VIOLETTI, de la Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques, a prévenu que la menace qui pèse sur les PEID est une menace existentielle sans « précédent ». Il a aussi prévenu que la Conférence de Samoa intervient moins d'un an avant le Sommet sur le climat, prévu au Siège de l'ONU à New York. Samoa a lieu à moins de trois mois avant la Conférence de Lima et à moins 15 mois avant celle de Paris, où la communauté internationale a pris l'engagement de parvenir à un accord. Nous savons maintenant, a-t-il regretté, qu'il sera difficile de respecter le seuil de deux degrés, fixé comme maximum acceptable pour l'élévation de la température du globe terrestre d'ici à 2050. La « neutralité climatique » exige le respect de la capacité d'absorption de la planète en gaz à effet de serre et pour ce faire, il faut « dé-carboniser » l'économie mondiale, impliquer les entreprises dans ces efforts, et promouvoir la participation du public à la recherche et à la mise en œuvre des solutions nécessaires. Il faudra, a poursuivi le représentant, mettre en place de nouvelles formes de financements et de technologies pour aider les PEID à s'adapter aux changements climatiques et à mettre à profit « les forces naturelles » du soleil, du vent et des marées. Que cette politique et cette voie nous guident dans notre action comme cela se fait déjà dans beaucoup de PEID, a-t-il souhaité.

Mme LUCINDA LONGCROFT, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a parlé de ce que fait cette organisation, qui compte 70 États membres, en matière de protection de la propriété intellectuelle et notamment du patrimoine culturel des PEID. L'OMPI publie un rapport qui évalue les taux de performance des pays dans ces domaines et permet de renforcer leurs capacités. Nous avons mis sur pied des projets d'échange de technologies, des centres d'appui à la création technologique et une base mondiale de brevets, a dit Mme Longcroft. Elle a aussi parlé du programme de partage des connaissances traditionnelles, qui est particulièrement utile pour les PEID.

Explication de position

Le représentant des États-Unis a demandé que sa déclaration écrite, qu'il fera distribuer, figure dans son intégralité dans le rapport final de la Conférence. En attendant, il a réitéré l'attachement de son pays au développement des PEID et sa détermination à continuer de travailler avec ces derniers.

Déclarations de clôture

M. WU HONGBO, Secrétaire général adjoint de la Conférence et Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU, a salué le résultat très important, pour la postérité, qui a été atteint avec l'adoption du Document final de la Conférence intitulé « Samoa, la Voie à suivre ». Il s'est félicité des centaines de partenariats créés par les gouvernements, les organisations internationales et la société civile en faveur des PEID. Cela montre l'appui indéfectible apporté à ces pays par leurs partenaires, a-t-il noté. M. Wu a assuré que la communauté internationale avait entendu les messages des PEID et pris note des recommandations exprimées sur la manière par laquelle il faudra faire face aux difficultés de ces pays et sur la nécessité de préserver la santé des océans et leur biodiversité. Beaucoup ont parlé de la réduction des risques de catastrophes, notamment dans le contexte post-Hyōgo, a-t-il remarqué. Il a aussi été question du renforcement des ressources nationales, qui doit se faire en parallèle avec des mesures innovantes sur le plan des institutions internationales de financement.

M. Wu a aussi relevé les nombreuses mentions faites à l'économie verte, aux technologies innovantes, au renforcement de l'éducation et de la santé publique. On a aussi soulevé la nécessité d'adopter une approche intégrée dans la lutte contre la pauvreté, et la promotion de la justice sociale et de la protection de l'environnement. La nécessité d'un accord juridiquement contraignant qui prenne en compte les problèmes des PEID, à Paris en 2015, a aussi été soulignée, a fait remarquer M. Wu. Le Secrétaire général de la Conférence de Samoa a également noté les attentes des délégations en ce qui concerne le Sommet sur les changements climatiques qui se tiendra à New York en septembre.

Pour ce qui est de la voie à suivre, vous avez demandé la mise en place d'un processus de suivi et de surveillance, a noté M. Wu. Il a aussi noté les appels lancés pour que soient mis en place des partenariats stratégiques fondés sur la responsabilité et la transparence. La nécessité de mobiliser des ressources supplémentaires prévisibles pour accélérer les Documents de la Barbade et de Maurice a également été mentionnée, a-t-il rappelé.

M. Wu a indiqué que le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU avait reçu pour tâche de suivre tous les engagements pris à Samoa. « La famille des Nations Unies va redoubler d'efforts pour garantir la mise en œuvre coordonnée du Document final de Samoa », a-t-il assuré. Sur la question du financement, nous allons faire en sorte que vos recommandations constituent une contribution solide aux préparatifs de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en juillet 2015 à Addis-Abeba, a-t-il ajouté, en concluant que « le développement est la seule option viable pour l'humanité ».

M. TUILAEPA LUPESOLIAI SAILELE MALIELEGAOI, Premier Ministre de Samoa, a espéré que le bref séjour que les délégations ont passé dans son pays leur a permis de mieux comprendre les réalités des PEID et de constater de visu ce que ces pays font pour traiter des problèmes majeurs de notre temps. S'il y a une raison pour laquelle Samoa a offert d'accueillir la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement, c'est celle-là. J'espère, a dit le Premier Ministre, que vous partirez de Samoa en ayant mieux compris ce que signifie vivre dans un petit État insulaire en développement, noyé dans une arène mondiale où les priorités et les exigences s'affrontent, et où ceux qui ont des ressources et de l'influence gagnent toujours. J'espère surtout que vous aurez eu la chance de voir comment nous célébrons notre culture et comment nos vies, nos économies et nos sociétés sont intrinsèquement liées à l'environnement dans lequel nous vivons, et plus fondamentalement, à quel point nous sommes tous les membres d'une même famille mondiale et à quel point nos destins sont liés les uns aux autres.

Samoa, a reconnu le Premier Ministre, n'est en aucun cas la destination finale des réponses aux problèmes de développement des PEID, mais c'est une rampe de lancement non négligeable pour les feux de circulation de la route que nous empruntons vers l'utilisation durable du peu de ressources dont disposent les PEID et pour l'amélioration de conditions de vie de leurs communautés.

Après Samoa, la première réunion importante sera, au niveau mondial, le Sommet sur le climat convoqué par le Secrétaire général, dans trois semaines, à New York. Cette rencontre sera un pont essentiel vers les négociations de Lima et de

Paris sur un traité ambitieux relatif aux changements climatiques. Pour les PEID, la priorité est que toutes leurs préoccupations soient dûment reflétées dans le traité de Paris, a souligné le Premier Ministre de Samoa.

Un autre rendez-vous important est celui que constituera la troisième Conférence sur la réduction des risques de catastrophes, prévue à Sendai, au Japon, au mois de mars prochain. Le changement de trajectoire graduel mais inévitable des vulnérabilités des PEID vers le renforcement de leur résilience signifie que toute décision doit être fondée sur la perspective de ces pays.

Enfin, a aussi rappelé le Premier Ministre, nous avons les objectifs de développement durable à finaliser et le programme de développement pour l'après-2015 à conclure pour que nos feux de circulation ne deviennent pas des chances perdues pour les PEID. Il a donc émis l'espoir que « Samoa, la Voie à suivre » ne sera pas perçue comme une fin en soi ou un simple point de référence jusqu'à la prochaine conférence.

Que « la Voie à suivre » devienne la boussole des PEID et de leurs partenaires pour que, sur leur chemin, ils ne ratent aucune importante réunion multilatérale, et qu'avec leur billet prépayé, ils aient toujours un siège pour faire entendre leur voix sur n'importe quelle question intéressant la famille internationale, a souhaité le Premier Ministre.

« Cette semaine », a conclu le Premier Ministre, « nous avons contribué à construire la pirogue « la Voie à suivre ». Nous l'avons équipée des nombreuses rames que sont les partenariats lancés ici dans le Pacifique. Nous embarquons ensemble dans un voyage qui passera par de nombreuses négociations. Nous espérons que vous serez les « ambassadeurs de bonne volonté » des PEID. Le temps des discours est révolu. Levons les voiles avec la détermination d'entreprendre l'action définie ici pour réaliser nos priorités. Avec les partenariats véritables et durables créés ici, à Samoa, les PEID ont toutes les raisons d'envisager l'avenir avec sérénité et confiance, a dit avec espoir, M. Tuilaepa Lupesoliai Sailele Malielegaoi.

* *** *

http://www.un.org/News/fr-press/docs/2014/DEV3112.doc.htm



SIDS Conference: New approaches needed to meet statistical demands post 2015



The importance of strong statistical systems in enabling countries to manage and monitor development was highlighted during the **Forum on Advancing Statistical Development in SIDS in the Post-2015 Era** at the Third International Conference on Small Island Developing States (SIDS) in Apia.

Hon. Lautafi Fipo Selafi Purcell, Samoa's Minister for Statistics, Public Service Commission and Public Enterprises, opened the Forum, which was jointly organised by the Partnership in Statistics for Development in the 21st Century (Paris21), the Secretariat of the Pacific Community (SPC) and the Samoa Bureau of Statistics. Keynote addresses were given by SPC's Director-General, Dr Colin Tukuitonga, and the Secretary-General of the Indian Ocean Commission, Mr Jean-Claude de l'Estrac.

Dr Tukuitonga said the Forum was an opportunity for SIDS to reflect on their achievements and the common challenges ahead in the post-2015 era: 'Without statistics, it would be impossible for any of us to undertake such an assessment, or have any firm indications of what areas and sectors require further strengthening and more efforts to ensure the long-term sustainability of what has been achieved'.

Producers and users of data, such as Samoa's Director of Statistics, the Director of Planning from the Cook Islands, the Directors of the statistics divisions of both the Caribbean Community (CARICOM) and SPC, and a senior representative of Australia's Department of Foreign Affairs took part in a panel discussion moderated by Paris21 Secretariat Manager, Dr Johannes Jutting.

The panel saluted the achievements of the past decade, such as greater availability of national statistics and indicators to monitor progress and measure development results compared to when the Millennium Development Goals were introduced, and higher political awareness of the importance of evidence-informed policy development and planning. Speakers also acknowledged the call for a 'data revolution' by the Eminent Persons Group in their report, The Future We Want.

Dr Jutting said this meant, 'recognising the importance of different ways of going about 'doing statistics', including the need to pay greater attention to different methods of statistical collection, using non-traditional resources, and making more use of public-private partnerships, with active participation by NGOs involved in gathering statistics to inform their own activities'.

With calls for collecting new information, for example on climate change, disaster risk and NCDs, the post-2015 development agenda will place further demands on SIDS' national statistical agencies, many of which already struggle to keep routine collections running.

Welcoming the critical bilateral and regional support provided by Australia, SPC's Dr Gerald Haberkorn said that without continued external support most Pacific statistical agencies would find it very difficult to extend their activities to address emerging priority development issues after 2015.

'Looking at the impact made by global funding mechanisms, such as the Global Fund to fight AIDS, Malaria and TB and the Global Environment Facility, perhaps a Global Fund for Statistics might be just what is needed to effectively address upcoming challenges. Without basic data and indicators, it will be impossible to accurately monitor progress and measure development results in these and other sectors,' said Dr Haberkorn.

For further information, contact Dr Gerald Haberkorn (geraldh@spc.int), Director of Statistics for Development, Secretariat of the Pacific Community.

http://www.spc.int/en/component/content/article/216-about-spc-news/1813-sids-conference-new-approaches-needed-to-meet-statistical-demands-post-2015-.html

COI : Faire entendre la voix des PEID

sept 2nd, 2014

Une délégation de la Commission de l'Océan Indien (COI) conduite par son Secrétaire Général, Jean-Claude de l'Estrac, a rallié la capitale des Samoa pour participer à la troisième conférence des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), du 30 août au 4 septembre. Une occasion pour la COI de faire entendre la voix des PEID de l'Océan Indien dans les débats sur les orientations et politiques mondiales de développement durable. En marge de la conférence, la COI animera un évènement consacré à la « coopération régionale passerelle pour le développement de partenariats dans la région Océan Indien ». En cette même occasion, un protocole d'accord entre la COI et l'Organisation Mondiale de la Météorologie sera signé afin de renforcer les compétences météorologiques pour mieux lutter contre les aléas climatiques dans l'Indianocéanie.

recueillis par Dominique R.

http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2014/09/02/coi-faire-entendre-voix-peid/

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

FORUM, LE MAURICIEN, 8 RUE ST GEORGES, PORT-LOUIS TÉL : 207 8200 FAX : 208 7059 E-MAIL : forum@lemauricien.com

REPORTING FROM APIA, SAMOA (2)

In conversation with the Prime Minister of Samoa, Tuilaepa Sailele Malielegaoi



FABIANI BALISSON,
ZAHEER ALLAM,
YANNICK CORNET

It's now been one week we're on the ground in Apia and have been heavily involved in the conference on numerous levels whether in the Steering or drafting committee or delivering speeches addressing the community. This is a tipping point for our organisation as we share our campaigns with others and is being approached to create symbiotic partnerships with other Civil Society Organisations, and possible partnerships with United Nation (UN) agencies, and others in the Small Island Developing States (SIDS). We find that our work is being recognised and celebrated on an even larger platform, one that we didn't even dream about. What is equally important is that the keyword for this SIDS conference this year is that of: "partnership", one which we are striving to fulfil in every angle. From our meetings with different organisations, we are engaged in discussions in fostering partnerships that will not only promote our cause, but also help in information exchange between different countries so as to run more effective campaigns and expand our knowledge and activities across borders.

We have an incredible exposure and involved in cross cutting discussions around sustainable development in relation to woman, youth and children, indigenous people, intellectual property rights, people with disabilities, etc... Our scope is thus expanding as we stress that indeed we should not tunnel our vision on one particular field to achieve resiliency, but it is important to think of synergistic opportunities at every scale and level.

What is more is that we are getting to network with various heads of states and parliamentarians; one of which is Tuilaepa Lupesoliai Sailele Malielegaoi, Prime Minister of Samoa, the host country of the UN SIDS conference this year. After the opening ceremony of the pre-conference, the honourable Prime Minister was very receptive to meet us and actively engage in a discussion oriented towards contemporary issues faced by the SIDS community on a local and global scale. As Samoa, regrouping both Islands Opulu and Savaii, has for energy demand only 34MW, we can't help but compare with the average of 460MW energy demand in Mauritius. It seems that among the SIDS, we are among the rare ones to face the problem of dependency of fossil fuels as the others are taking a solid stance towards shifting to renewable energy. The honourable Prime Minister affirms that indeed, a commitment towards sustainable energy is the way to ensure the life of SIDS.

It is thus that we reiterate our call for a shift to renewable energy in Mauritius and stress on inter related contextual research that favours a sustainable output. It is a shame to portrait ourselves as one of the most developed countries in the SIDS while we are still strongly affirming our ground to promote technologies supporting an obsolete and extremely dirty industry.

As proud to be Mauritians, we actively engage in sharing our culture and history with others, but when it comes to our energy industry, we are shamed by our inaction to lead by example. There is a way forward, and one that can truthfully portrait us as visionaries paving the way by influencing not only our survival, but that of a much larger community. We have at our disposal a generational moment but what it revolves around, I guess, is: do we really want to step towards progress?

How important is it for Samoa hosting the SIDS conference this year?

Firstly, we have never hosted a Conference of this magnitude in our part of the world, the Pacific region. By hosting this big Conference, it highlights our commitment in Samoa and as well as in the Pacific Islands. We are attached to budgets and the power of science that together can contribute towards stopping climate change.

What initiatives your government is already taking towards climate change mitigation?

We have already taken quite a lot of initiatives through replanting our forest and also another part of the adaptation policies that consists of taking on renewable energy projects. We are now in a situation where we can plan to be fully dependent on renewable energy by 2017. So, that is, a very significant contribution on our part.

What is your vision of a sustainable SIDS community?

Well, from this meeting, I know that most of our developing island economies are vulnerable to climate change and we greatly fear the effects of sea level rise, which if it takes place, many of our islands will be submerged under the ocean. So, we want to see concrete actions from this Conference for the countries which are participating to take positive actions to stop climate change. In fact, what we know is that this meeting is structured in this regards. Before the meeting took place, the outcome document (ndlr The S.A.M.O.A Pathway) already looks good, so that means that this Conference will turn out to be a most successful one.

Posted by Constellation.com on sept 5, 2014 in Dépêches | 0 comments

Veuillez trouver en pièce jointe le ***communiqué de presse de la COI*** relatif à sa participation à la troisième Conférence des Nations unies sur les Petits Etats insulaires aux Samoa.

Egalement une série de photos. Voici les légendes pour ces illustrations :



1- Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, présente le plaidoyer de la région durant les plénières de la conférence des Nations Unies pour les Petits Etats Insulaire en développement



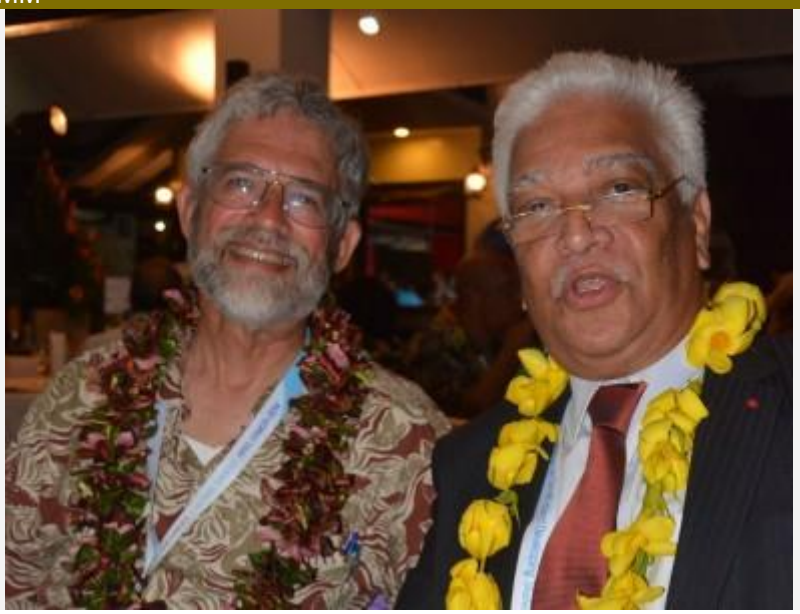
2- Jean Claude de l’Estrac, Secrétaire général de la Commission de l’océan Indien, présente le plaidoyer de la région durant les plénières de la conférence des Nations Unies pour les Petits Etats Insulaire en développement



3- Jean Claude de l’Estrac, Secrétaire général de la Commission de l’océan Indien, présente le plaidoyer de la région durant les plénières de la conférence des Nations Unies pour les Petits Etats Insulaire en développement



4- Signature d’un protocole d’accord entre la Commission de l’océan Indien (COI) et l’Organisation mondiale pour la météorologie (OMM). De gauche à droite : Jean Claude de l’Estrac, Secrétaire général de la COI et Philippe Jarraud, Secrétaire général de l’OMM



5- Jean Claude de l’Estrac, Secrétaire général de la Commission de l’océan Indien, et John Holdren, conseiller principal du président Obama sur les questions relatives à la science et aux technologies lors d’un évènement de haut niveau sur le partenariat des îles



6- Jean Claude de l’Estrac, Secrétaire général de la Commission de l’océan Indien, intervenant lors du lancement officiel du Western Indian Ocean Challenge.



7- Réunion ministérielle sur le tourisme. De gauche à droite : Hervé Cronel, conseiller spécial économie et développement durable du SG de l'OIF, Jean-Paul Adam, ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Annick Girardin, Secrétaire d'État française chargée du Développement et de la Francophonie et Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien.



8- Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, intervenant lors d'un évènement de haut niveau sur le secteur privé.
Source : Service communication COI

http://www.constellation-business.com/depeche-du-05092014-coi-communique-de-presse-participation-la-troisieme-conference-des-nations-unies-sur-les-petits-etats-insulaires-aux-samoa/

samoaobserver

Bank tackles debt

Thursday, 04 September 2014 00:00

Lanuola Tupufia

Share



Minister of Education, Sports and Culture, Magele Mauiliu Magele.

"We have been losing these valuable treasures slowly over the years, due to a lack of awareness and support and therefore a lack of local and international assistance to its preservation"

The Minister of Education, Sports and Culture, Magele Mauiliu Magele, is concerned. He is worried that the Pacific islands seem to be losing its cultural heritage and traditional rites.

The Minister expressed the concern during a Culture and Development side event, as part of the S.I.D.S Conference yesterday.

Magele said traditional rites from Pacific islands have been threatened by changing times.

"Much of our intangible heritage was kept and passed down to us through word of mouth," the Minister told the meeting.

"The associated taboos of many traditional rites and ceremonies as well as the changing times with increased globalisation, have threatened the continued existence of what remains of our traditional knowledge today."

Magele said the loss of such rich cultural heritage is due to the lack of preservation.

"We have been losing these valuable treasures slowly over the years, due to a lack of awareness and support and therefore a lack of local and international assistance to its preservation."

Samoa being a member of the Intangible Central Heritage (I.C.H) convention is vital, said Magele.

"Following Samoa's acceptance of the Convention in December last year, the Government revived the Samoa Heritage Coordinating Committee with the Chairmanship raised to the Ministerial level and membership to the level of C.E.O," he added.

"This national Committee manages all developments in heritage both natural and cultural in Samoa, and one of its key activities is to nominate the 'ie Samoa or Samoan fine mat to be Samoa's first I.C.H element to be nominated for the I.C.H List.

This nomination is in progress."

Magele was among a number of academics and cultural heritage advocates who spoke about the topic.

One of them was the Secretary General of Indian Ocean Commission, Jean Claude de l'Estrac.

Representing the Caribbean, the Secretary General said in in 2013 a strategy that focuses on strengthening the region's cultural identity was adopted by the Council of Ministers.

"Economically the cultural wealth of our islands provides Indian Ocean with the opportunity to stand in the context of every increasing competition," he said.

"This is the face of Indian Ocean that should be developed and adopted in order to put in on the world tourist map.

"We all have a role to play in this huge project where sustainable economic and social development requirements come together with the quest for a better understanding of our identity."

Furthermore, Jean Claude also explained that the Indian Ocean Commission, one theme which is "Indian Ocean is the cornerstone and launching pad of our future" stands out like a declaration of faith and is at the forefront of everything.

A video was later played for audience to view the highlights of cultural events from Caribbean and events that are embedded in different island cultures which are inter-connected through common history.

http://www.samoaobserver.ws/sids-news/11472-bank-tackles-debt

LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN PLAIDE POUR SES PETITS ETATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT (PIED)

La Commission de l'Océan Indien plaide pour ses Petits Etats Insulaires en Développement (PEID)

La troisième conférence internationale des chefs d'Etats et de gouvernements des Nations Unies a eu lieu à Samoa du 1er au 4 septembre dernier. Le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac a présenté un plaidoyer pour ses Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) dont les Comores sont membres.



« L'heure n'est plus aux débats. Elle est à l'action. La COI et ses PEID membres demandent à la communauté internationale d'instaurer un traitement spécifique et différencié pour les PEID », a déclaré le secrétaire général de la COI Jean Claude de l'Estrac lors de cette troisième conférence tenue à Samoa. Selon le communiqué de presse de la COI, quatre doléances ont été formulées dans le plaidoyer du secrétaire général dans le but de favoriser le développement durable de ses îles.

D'abord, la COI demande à ce qu'une liste crédible soit agréée. Selon Jean Claude de l'Estrac, « plusieurs listes existent mais certains PEID ne sont ni des îles, ni en développement ni petits ».

Ensuite, il a été indiqué que l'organisation supporte le renforcement d'une « diplomatie » des Pays Etats Insulaires en Développement pour les PEID en vue d'une prise en compte des intérêts spécifiques de ces PEID dans les fora internationaux.

Quant à la troisième doléance, il s'agit de la facilitation de l'accès aux nouvelles sources de financement multilatéral. « Elle permettra entre autres à ce que notre région puisse mettre en œuvre des programmes disposant des financements alloués sous les fonds d'adaptation », précise le secrétaire général de la COI.

Enfin, il a été demandé qu'un nombre « raisonnable » de mesures d'appui dédiées aux PEID soient prises à la suite de la conférence. Si l'on en croit Jean Claude de l'Estrac, ces mesures devraient viser en priorité les domaines du commerce international et de la finance, des technologies et de l'énergie, du changement climatique et de la pêche.

Le communiqué de presse de la COI indique que « La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) soutient le plaidoyer de la COI ; et une collaboration rapprochée a été souhaitée par les deux organisations ». Pendant ces quatre jours de travail, plusieurs points ont été abordés. En effet, la COI a eu de nombreuses rencontres en ce qui concerne la résilience face au changement climatique. Un protocole d'accord a été signé entre la COI et l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) afin de faciliter le « renforcement des compétences météorologiques » pour une meilleure prévision, recherche et préparation contre les aléas climatiques de l'Indianocéanie.

Cinq traditions de l'Indianocéanie ont été mises en valeur dans un film réalisé avec le concours de l'UNESCO. Il s'agit du Grand Mariage des Comores, du Famadiana de Madagascar, du Divali de Maurice, de la Fèt Kaf du 20 décembre à la Réunion, et du Festival Kréol des Seychelles. Et le secrétaire général de cette institution régionale explique que « ces traditions font partie de l'identité indianocéanique : notre héritage. Cette conscience collective d'un héritage commun nous pousse à collaborer plus étroitement parce que nous savons de ce fait que nous formons une communauté de destin ».

Natidja Hamidou

http://mlimengu.com/2014/09/07/la-commission-de-locean-indien-plaide-pour-ses-petits-etats-insulaires-en-developpement-pied/

Le Matinal

Friday 12 September 2014

Pour le PEID, l'heure n'est plus aux débats mais à l'action

08/09/2014 06:43:00Lematinal News Service

Rate this article

0

Font size:


Jean Claude de l'Estrac.

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a présenté, jeudi dernier à Samoa,

devant la session plénière des chefs d'Etat et des gouvernements de la troisième conférence internationale des Nations unies, le plaidoyer de ses Petits Etats Insulaires en Développent (PEID) membres. « L'heure n'est plus aux débats, elle est à l'action. La COI et ses PEID membres demandent à la communauté internationale d'instaurer un traitement spécifique et différencié pour les PEID», résume Jean Claude de l'Estrac. Afin de favoriser le développement durable de nos îles, quatre principales doléances ressortent du La COI demande, premièrement, à ce qu'une liste crédible soit agréée. En effet, plusieurs listes existent mais certains PEID ne sont ni des îles, ni en développement ni petit ; de même, l'organisation supporte le renforcement d'une diplomatie des PEID pour les PEID en vue d'une juste prise en compte des intérêts des PEID dans les fora internationaux. Cette action prend toute son importance dans l'optique de la définition de l'agenda pour le développement post-2015.

La facilitation de l'accès aux nouvelles sources de financement multilatéral tient aussi une place importante pour les PEID. Elle permettra entre autres à ce que notre région puisse mettre en œuvre des programmes disposant des financements alloués sous le Fonds Enfin, il a été demandé qu'un nombre raisonnable de mesures d'appui dédiées aux PEID soient prises à la suite de la Conférence. Elles devraient viser prioritairement les domaines du commerce international et de la finance, des technologies et de

l'énergie, du changement climatique et de la pêche,Ce plaidoyer complète les actions de la COI, à la Conférence internationale des Nations unies pour les PEID.

Sa délégation a en effet participé à plus de vingt évènements pour mettre en valeur l'Indianocéanie afin de lui ouvrir d'autres opportunités pour le développement. Jean Claude de l'Estrac a rencontré son homologue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Cette agence des Nations unies soutient le plaidoyer de la COI. Une collaboration rapprochée est souhaitée par les deux organisations. Dans le domaine de la résilience face au changement climatique, l'organisation a eu plusieurs rencontres et évènements avec le Secrétariat du Pacifique et son Programme régional pour l'environnement (SPREP), la Communauté Caribéenne et son Centre régional sur le changement climatique (CCCCC), le Commonwealth, le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UNDESA), l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) ainsi que le partenariat Suite à ces activités, les jalons pour les échanges d'informations et d'expériences interrégionales avec le SPREP et le CCCCC ont été déterminés. Avec le GLISPA, le "Western Indian Ocean Coastal Challenge" a été officiellement lancé.

En signant un protocole d'accord avec le TNC, la COI a confirmé son engagement pour cette initiative visant à mobiliser les pays de l'océan Indien et d'Afrique orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience. Le Secrétaire général de la COI a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé et touristiques pour le développement. Dans le domaine du tourisme, la COI a participé à des discussions ministérielles initiées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Lors de cette rencontre, le Secrétaire général a réitéré l'importance qu'il accorde à la langue française à Annick Girardin, Secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie. En matière de culture, cinq traditions de l'Indianocéanie ont été mises en valeur dans un film réalisé avec le concours de l'UNESCO : le Grand Mariage des Comores, le Famadiana de Madagascar, le Divali de Maurice, la Fèt Kaf du 20 décembre à La Réunion et le Festival Kreol des Seychelles.

" Ces traditions font partie de notre identité indianocéanique : notre héritage. Cette conscience collective de héritage commun nous pousse à collaborer plus étroitement parce que nous savons de ce fait que nous formons une communauté de destin", dit Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI. Une réunion de travail particulière avec le Secrétariat du Commonwealth a permis aux deux entités d'identifier des axes de coopération, notamment pour renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et pour faciliter l'accès aux fonds pour le développement durable. La COI collaborera avec le Secrétariat du Commonwealth pour la mise en place d'un centre sur le changement climatique à Maurice. La délégation a finalement animé un évènement intitulé "la coopération régionale: passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien".

http://www.lematinal.com/news/local/5034-pour-le-peid,-l%E2%80%99heure-n%E2%80%99est-plus-aux-d%C3%A9bats-mais-%C3%A0-l%E2%80%99action.html

le mauricien
Ce journal fut dirigé par Raoul Rivet de 1922 à 1957
QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION
version internet

CONFÉRENCE DE L'ONU | Petits États insulaires

Arvin Boolell dirigera la délégation mauricienne aux Samoa

La 3e conférence des Nations Unies consacrées aux Petits États insulaires en développement aura lieu à Apia, Samoa, du 1er au 4 septembre. La délégation mauricienne sera dirigée par le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell, qui remplacera le Premier ministre, lequel avait initialement prévu de se rendre aux Samoa pour faire une présentation de Maurice.

Le ministre Boolell se rendra à Apia immédiatement après la réunion au sommet des Chefs d'État de la Commission de l'océan Indien, qui se tiendra samedi à Moroni, Comores. Une forte délégation mauricienne sera par ailleurs présente à Apia pour cette conférence ainsi que pour participer aux différentes activités organisées à partir du 28 août. Le thème central de la conférence sera "*The sustainable development on Small island developing States through genuine and durable partnerships*". Ses principaux objectifs consisteront à évaluer le progrès accompli jusqu'à aujourd'hui et les lacunes qu'il faudra encore combler ; la recherche d'un engagement politique renouvelé, en insistant sur des actions pratiques et pragmatiques qui devront être mises en oeuvre ; l'identification des nouveaux défis et les opportunités pour le développement durable des Petits États insulaires en développement ; et l'identification de nouvelles priorités pour le développement durable des SIDS, qui doivent être prises en compte lors de l'élaboration de l'agenda de développement pour la période post-2015.

La première conférence internationale a eu lieu à Barbados et a été suivie de celle de Maurice, organisée au centre de conférence internationale Swami Vivekananda en 2005. La conférence d'Apia permettra de faire le point sur la mise en œuvre du plan stratégique de Maurice. La conférence de Samoa devrait insister sur les vulnérabilités des Petits États insulaires en développement en raison de leur « *small size, limited negotiating capacity and remoteness from markets* » et sur les efforts qui devront être consentis pour faciliter l'intégration de ces petits États dans les marchés régionaux et mondiaux. Dans ce contexte, les participants seront appelés à adopter une résolution insistant sur le soutien qui devra être apporté aux efforts effectués « *to encourage SIDS successful engagement in trade and economic agreements, taking into consideration existing special and differential treatment provisions, as appropriate, and taking note of the work conducted to date under the Work Programme on Small Economies in the WTO; to receive technical assistance through Trade-Related Assistance mechanisms and other programmes to strengthen SIDS capacity to effectively participate in the multilateral trading system, including understanding trade rules and disciplines, negotiating and implementing trade agreements, and formulating and administering coherent trade policies with a view to improving trade competitiveness as well as development and growth prospects; to assess the implications and mitigate the impact of non-tariff barriers for their market access opportunities through, inter alia, appropriate technical assistance and through implementation of the World Trade Organization Trade Facilitation Agreement; to develop and strengthen partnerships to enhance SIDS participation in the international trade in goods and services, build their productive capacities and address their supply-side constraints* ».

Pour la première fois, notre pays disposera d'un pavillon entièrement consacré au concept Maurice île durable (MID). A cette occasion, le directeur exécutif de la commission MID, Osman Mohamed, fera le déplacement à Samoa. Il devrait intervenir dans cette conférence et animer des causeries et des séances de travail consacrées aux aspects de MID. Il devrait également présenter le plan stratégique de Maurice.

Un groupe de jeunes Mauriciens est déjà sur place à Apia pour participer à diverses activités organisées à leur intention en marge de la conférence des SIDS.

JMP

Le Matinal

Les PEID de la COI plaident pour un traitement différencié et spécifique

Une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI) menée par son secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, a rejoint la capitale des Samoa pour participer à la troisième conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement (PEID), du 30 août au 4 septembre. "Vu la situation d'urgence écologique et économique de nos îles, nous voulons faire de cette conférence un tournant majeur pour l'avenir des PEID", a précisé Jean Claude de l'Estrac. La COI fera entendre la voix des PEID de l'océan Indien dans les débats sur les orientations et politiques mondiales de développement durable. A l'occasion des séances plénières, le secrétaire général présentera, au nom des PEID membres de la COI, un plaidoyer qui portera notamment sur la demande d'un traitement différencié et spécifique pour ces pays.



Jean Claude De L'Estrac, secrétaire général de la COI.

Dès son arrivée aux Samoa le 29 septembre, le secrétaire général de la COI a participé à un dialogue de haut niveau sur le thème du développement et le rôle du secteur privé.
Lors de cette session, qui a été ouverte par le secrétaire général des Nations unies, il a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé pour le développement.
En outre, il a pris part à une réunion de travail avec deux institutions spécialisées dans le domaine de changements climatiques : le Secrétariat du pacifique et son programme régional pour l'environnement (SPREP) et la Communauté caribéenne et son centre régional sur le changement climatique (CCCCC). Cette rencontre a été organisée avec le soutien technique du Secrétariat du Commonwealth (COMSEC). Le but de cette réunion était de poser les jalons pour l'échange d'informations et d'expériences interrégionales afin d'améliorer la capacité de résilience dans les régions.

[SAMOA]

En marge de la conférence, la COI animera un événement consacré à 'la coopération régionale : passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien'. A son issue, le 'Défi côtier de l'océan Indien occidental' (Western Indian Ocean Coastal Challenge - WIOCC) sera officiellement lancé. Cette initiative des Seychelles vise à mobiliser les pays de l'océan Indien et d'Afrique orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience.

Business MAGAZINE
L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE
Rs 75 - 27e année - N° 1148 - du 28 février - 4 mars 2014 - www.businessmag.mu

Business Publications Ltd
Rue Brown - Séquard, Port-Louis.
Téléphone : 206 8200.
Téléphone: composez le 202,
puis les chiffres entre parenthèses
qui suivent le nom de la personne recherchée.
•••
RÉDACTION
Email : businessmag@orange.mu
DIRECTEUR DES PUBLICATIONS
Nad Sivaramen (206 8481)
nad.sivaramen@lasentinelle.mu
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Paul Arouff (2367)
jparouff@gmail.com
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Boris Pierrus (2358)
CHEF D'ÉDITION
Richard Le Bon (2359)
JOURNALISTES
Magali Frédéric (2366) Eve Fidèle (2364)
Shareenah Kalla (2363) Joanna Seenayen (2360)
Guillaume Gouges (2407) Sarah-Jane Lebrasse (2365)
Himanshu Marchurchand (2361)
PHOTOGRAPHES
Rishi Etwaroo (2362) Sachin Sagar (57151545)
DIRECTEUR ARTISTIQUE
J.D. Maxwell Marie
CONCEPTION DE LA MAQUETTE
Didier Lebon
COORDINATRICE DE PRODUCTION
Ruby Babet (2354)
MISE EN PAGE
Marie Noëlle Gautray-L'Ecluse (2352)
Medha Comarasamy (2353) Krishna Runghen (2318)
DISTRIBUTION
Rodney Penny (206 8510)
•••
BUSINESS UNIT MANAGER
Shenaz Busguth (2339)
Email : busmag@orange.mu
•••
L'Express DE MADAGASCAR
L'Express de Madagascar
RÉDACTEUR EN CHEF
Sylvain Ranjalahy
a collaboré à ce numéro
Eric Ranjalahy
Directeur Exécutif
Eric Andrianarivelo-Razafy
Directeur Commercial
Roger Ithier
•••
artmedia communication
Île de la Réunion
18, rue Rontaunay
97400 St Denis
Tél. : +262 46 43 81 / +692 61 45 90
Fax : +262 29 07 31
businessmag@artmediacommunication.com
RÉGIE PUBLICITAIRE
José Garjah
Direction Presse Région
Art Média Communication
Tél. : +262 46 43 81 / +692 61 45 90
+692 37 91 94
Responsable de la rédaction
Anne Vendôme
Tel: 0262 20 24 24
anne.vendome@gmx.fr
ADMINISTRATION / ABONNEMENT
Art Média Communication
LeSentinelle Pour devancer demain
PUBLISHER
3, Rue de Oursins
Bare-du-Tombeau, B.P. 247
Tel : 206-8200 • Fax : 247-1756
Email : corporate@lasentinelle.mu
DIRECTEUR GÉNÉRAL
Denis Ithier
GROUP FINANCE MANAGER
Tom Leve Hang
GROUP HR MANAGER
Aneff Saloomo
GROUP PUBLISHING MANAGER
Clifford Colimalay
GROUP TECHNICAL & PRODUCTION MANAGER
Ejaz Gobindram
Imprimé par Carqueiro
Rue des Oursins - Riche-Terre
© 2014. All rights reserved. No part of this magazine may be produced or copied in any form or by means without the written permission of Business Publications Ltd.

édito

par Nad Sivaramen



Les mondes engloutis

Il y a de ces postulats – qui ne sont plus à démontrer d'ailleurs – qu'on ne peut plus ignorer, ou renvoyer aux calendes grecques. Le changement climatique et ses répercussions observées, depuis des décennies maintenant, sur les petits États insulaires en développement (PEID), par exemple. Ils sont produits par l'activité humaine. Sur cette base, de par leur taille et leur situation géographique, les îles et les peuples du sud-ouest de l'océan Indien sont vulnérables face à la fonte des glaciers et l'élévation du niveau de la mer.

« *Nous ne sommes pas venus ici pour mendier mais pour faire entendre et respecter notre droit. Notre droit à une vie décente. Notre droit de survivre dans un monde cynique qui tend à tout manipuler et qui est dominé par le big business.* » La voix la plus forte, qui aura retenu l'attention du monde lors de la troisième conférence des Nations unies sur les PEID, qui se tient cette semaine à Apia (Samoa), n'est autre que celle du président des Seychelles. Alors que tout un chacun essaie, pour être politiquement sécurisé et ne pas compromettre le développement de son pays, ce qui est l'aspiration légitime de n'importe quel pays du Sud, (des fois allant jusqu'à justifier le prix des énergies fossiles tel le charbon), et alors que le discours officiel se prononce en faveur d'un engagement concret en faveur du développement durable grâce à des actions de coopération multilatérale, James Michel a souligné l'urgence, la spécificité et la dynamique des populations îliennes, en particulier celles du Pacifique et de l'océan Indien, où des pays sont ni plus ni moins en train de couler! À la tête d'un archipel de quelque 115 îlots, dont certains ont déjà été engloutis ou sont sur le point de l'être, James Michel, comme témoin vivant du changement climatique, a plaidé, devant une assistance compatissante, pour : "*our right to development that enriches our quality of life and the essence of our being over and above purely commercial considerations. Our right to exist.*"

La sortie en règle des Seychelles à Samoa nous rappelle le coup d'éclat du gouvernement des Maldives, le 17 octobre 2009. C'était sous l'eau, en combinaisons avec masques et bouteilles, que le conseil des ministres d'alors s'était réuni ce samedi-là. L'objectif était d'attirer l'attention sur les effets du réchauffement climatique menaçant les Maldives. Notons que de nos jours, certains sites touristiques, en jouant sur ces sombres perspectives, font le marketing suivant : « *Maldives, Seychelles, Îles Salomon ou encore Venise... Si tous ces noms évoquent immédiatement pour vous les vacances, ces magnifiques endroits détiennent aussi pourtant un bien triste point commun. En effet, d'ici l'année 2050 on estime que tous ces petits coins de paradis risquent bel et bien de disparaître.* »

Il y a plusieurs façons de discuter du changement climatique, dépendant de notre situation dans le concert des nations. On a bien vu la difficulté de concilier toutes les perspectives, que ce soit à Rio ou à Kyoto. C'est surtout au niveau de la responsabilité, de la prévention et des dépenses y relatives que le problème politique se corse. Maumoon Abdul Gayoom, ancien président des Maldives, sans s'encombrer des convenances diplomatiques, a courageusement contextualisé le dilemme des PEID : « *Au sein d'une communauté internationale se basant sur l'État de droit, ainsi que sur les valeurs universelles d'égalité, des droits de l'homme et de dignité, il est certainement injuste pour de petites communautés vulnérables de souffrir des actions d'autres pays riches en ressources et plus puissants, actions sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle et peu ou pas de protection.* »

Quelques jours avant le sommet de Samoa, celui des chefs d'État de la Commission de l'océan Indien réunis à Moroni, en présence du président Francois Hollande, avait souligné le besoin d'accélérer le chantier de l'intégration, précisément en raison des vulnérabilités et des risques communs. Il a beaucoup été question de la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique afin de parvenir à une vraie intégration dans les actes – pas dans les discours sur la coopération.

S'il fallait un exemple d'un risque commun, citons celui des catastrophes naturelles, dont les impacts économiques et financiers pèsent de plus en plus lourd dans le budget des pays membres de la COI. Il y a donc un réel besoin pour les gouvernements de compenser des pertes non couvertes par les mécanismes financiers existants. Le maître mot aujourd'hui est l'anticipation, comme on le souligne à Samoa. Car chaque dollar, euro, franc ou roupie investi dans des mesures de prévention adéquates permet d'économiser environ quatre fois plus en aide d'urgence post-catastrophe. C'est scientifiquement prouvé que l'augmentation des risques liés aux catastrophes n'est pas seulement due à des événements extrêmes plus intenses et plus fréquents, mais également à une exposition plus grande des personnes et des biens en raison d'un développement économique très rapide, et souvent non contrôlé.

LA VULNÉRABILITÉ DES PEID MISE EN LUMIÈRE À SAMOA

Consciente de la grande vulnérabilité des îles de la région, la COI s'est associée à la mobilisation mondiale en faveur des Petits États Insulaires en Développement (PEID), qui culmine ces jours-ci avec la Conférence des Nations unies de Samoa qui s'achève le 4 septembre. La COI a d'ailleurs joué un rôle moteur dans la préparation d'un plaidoyer autour des défis du développement durable dans l'indianocéanie, et de son rôle de porte-parole d'autres pays insulaires d'Afrique et de l'océan Indien.

Le secrétaire général, Jean-Claude de l'Estrac, devrait ainsi plaider lors de la conférence en faveur d'une prise en compte appropriée de la situation spécifique des PEID dans l'agenda mondial pour le développement post-2015 et plus généralement dans les instances des Nations unies. À l'occasion des séances plénières, le Secrétaire général de la COI présentera, au nom des PEID membres de la COI, un plaidoyer qui portera notamment sur la demande d'un traitement différencié et spécifique pour ces pays.



JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC PLAIDE POUR UN TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ POUR LES PEID.

L'économie bleue à l'agenda

La conférence de Samoa doit porter un message sans ambiguïté sur la lutte contre le dérèglement climatique, afin de contribuer à l'adoption d'un accord ambitieux et applicable à tous lors de la 21e conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en décembre 2015. Cet accord devra permettre de limiter l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et traiter de manière équilibrée la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Navin Ramgoolam évoque, de son côté, le rôle d'avant-plan que jouera Maurice lors de cette conférence de décembre 2015 au chapitre de l'économie bleue. Maurice a été en effet désigné chef de file à la table ronde qui discutera des mers et de la biodiversité. Le Premier ministre mauricien a invité à la « *collaboration des pays voisins pour une exploitation durable de nos ressources marines et côtières* ». Il a invité les pays membres à collaborer pour parler d'une seule voix à la 21ème conférence des parties sur le changement climatique.

Le plaidoyer de Navin Ramgoolam

Lors du sommet, le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam, a présenté Maurice comme un hub régional pour le tourisme, le commerce et l'investissement et comme porte d'entrée en Afrique pour les investisseurs d'Asie et d'Europe. Faisant état de l'engagement de Maurice au niveau des pays membres de la COI, Navin Ramgoolam a soutenu que le pays est disposé à offrir sa contribution à l'organisation des élections générales qui auront lieu aux Comores en novembre 2014.

Abordant le concept de l'indianocéanie, le Premier ministre a parlé de la nécessité de « *dégager une synergie des pays membres pour œuvrer collectivement pour un développement global de la région de l'océan Indien concernée.* » Il a par ailleurs présenté la nouvelle aérogare de Plaisance comme un instrument au service du développement de l'indianocéanie.

Enfin, le Premier ministre a demandé à la COI de soutenir la candidature de Jean Claude de l'Estrac au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

L'indianocéanie accueille 70 % du trafic pétrolier mondial

L'indianocéanie se distingue notamment par un océan, un espace maritime longtemps livré aux épreuves de puissance des empires européens, traversé par les réseaux marchands. Cet océan de 75 millions de km², accueille près de 70 % du trafic pétrolier mondial et 30% du commerce maritime. Il s'inscrit sur la planète comme un centre de gravité de l'économie mondialisée entre l'Afrique orientale en croissance, le Moyen-Orient et les grandes puissances émergentes d'Asie. Il est aussi le cadre de grands défis économiques, diplomatiques, stratégiques, culturels et écologiques. L'Inde est la seule puissance mondiale exclusivement tournée vers l'océan Indien. C'est son aire d'influence historique et naturelle. Quant à la Chine, elle s'implique dans un océan où elle entend sécuriser ses échanges énergétiques et commerciaux. Les pays européens – et plus particulièrement la France – ont une présence ancienne, s'appuyant sur des relais territoriaux. Quant aux États-Unis, ils ont fait de Diego Garcia une base géostratégique primordiale. Le mot indianocéanie a été formulé pour la première fois au début des années 60, à Antananarivo, par l'écrivain mauricien Camille de Rauville. En ce début de XXIe siècle, l'indianocéanie revient avec plus de force, exprimant une appartenance et une communauté de destin. Il traduit non seulement un héritage partagé, mais aussi un horizon commun.

LE TOURISME AU CENTRE DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE

Le tourisme est considéré comme un secteur clé pour la coopération économique et commerciale dans la région, cela malgré la part très faible de l'activité touristique de la zone océan Indien en comparaison aux flux mondiaux.

Face aux nouveaux défis et aux enjeux économiques à relever, du fait de la mondialisation, la coopération entre les acteurs du tourisme dans la région est plus que jamais nécessaire à la pérennisation de ses destinations.

Il y a quelques années, avant le 3e Sommet d'Antananarivo, le Programme Régional Tourisme (1997-2002) avait suggéré la création d'une Organisation touristique de l'océan Indien, fondée sur un partenariat entre acteurs régionaux des secteurs publics et privés.

Les objectifs indiqués n'ont pas été atteints. En 2005, la coopération dans ce secteur vital pour les pays de la région a donc été relancée. Depuis, les initiatives se sont multipliées.

Le 27e Conseil des ministres de la COI, tenu en octobre 2011, a prévu une conférence ministérielle sur le tourisme et le transport aérien, domaines d'importance majeure pour les économies insulaires de la région. Il s'agit de valoriser les atouts exceptionnels des États membres sur ce marché hautement concurrentiel. Le riche patrimoine de notre région participe au développement du secteur touristique.



VALORISER LES ATOUTS DES ÉTATS MEMBRES SUR LE MARCHÉ HAUTEMENT CONCURRENTIEL DU TOURISME.

La conférence ministérielle sur le tourisme et le transport aérien a eu lieu à Saint Denis en novembre 2012, identifiant pour l'ensemble de la région les axes prioritaires suivants : la fiabilisation de l'offre touristique ainsi que l'attractivité et la compétitivité de la région, une visibilité optimale sur les marchés prioritaires ; l'accessibilité et la facilité de circulation d'une île à l'autre ; et l'amélioration de la promotion.

Exploiter le plein potentiel des ressources marines

L'économie des pays du sud-ouest de l'océan Indien repose pour une large part sur les ressources marines. La protection des zones de pêche et des ressources halieutiques, ainsi que la gestion durable des zones côtières sont inscrites dans le portefeuille des projets de la COI. Avec 5,5 millions de km² de zones économiques exclusives, aucun des pays de la COI n'a les moyens financiers, matériels et humains de surveiller ces vastes étendues océaniques. Il a donc semblé fondamental de mutualiser les moyens afin de lutter plus efficacement contre la pêche illégale, non déclarée, non réglementée (INN). La sécurisation de cet espace est essentielle à la stabilité mondiale et à la croissance de l'exploitation régionale du potentiel océanique.

Le Plan Régional de Surveillance des Pêches (PRSP) renforce la coopération opérationnelle et facilite, grâce aux patrouilles régionales, la surveillance conjointe des pêches.

Piraterie maritime : poursuivre la lutte

L'Unité anti-piraterie de la COI basée aux Seychelles a apporté des résultats positifs à ce jour. Il est important de consolider la dynamique de lutte contre la piraterie maritime, ainsi que celle contre l'ensemble des trafics illégaux et criminels. La COI a aidé à la mise en place d'un centre régional de fusion d'informations maritimes dans le but de mieux détecter les risques, et d'un centre régional de coordination de l'action en mer afin de mener des opérations maritimes conjointes. Lors du dernier Sommet, les chefs d'État ont fait part de la nécessité de mettre en place un comité pour examiner un cadre légal régissant la confidentialité de la collecte, du traitement et de la diffusion des données maritimes en vue de la création d'un centre de fusion et d'informations maritimes.



La COI : la voix des petits états insulaires auprès des Nations unies

- Réunion 1ère
- Publié le 01/09/2014 | 11:22, mis à jour le 01/09/2014 | 11:22

Une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI) participe, dans le Pacifique, à la troisième conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), du 30 août au 4 septembre.



© COI Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, à Apia, capitale des Samoa, lors de la 3ème Conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement (PEID)

«*Vu la situation d'urgence écologique et économique de nos îles, nous voulons faire de cette conférence un tournant majeur pour l'avenir des PEID* », a précisé Jean Claude de l'Estrac. La COI fera entendre la voix des PEID de l'océan Indien dans les débats sur les orientations et politiques mondiales de développement durable. A l'occasion des séances plénières, le Secrétaire général présentera, au nom des PEID membres de la COI, un plaidoyer qui portera notamment sur la demande d'un traitement différencié et spécifique pour ces pays.

Dès son arrivée à Samoa le 29 septembre, le Secrétaire général de la COI a participé à un dialogue de haut niveau sur le thème du développement et le rôle du secteur privé. Lors de cette session, qui a été ouverte par le Secrétaire général des Nations unies, il a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé pour le développement.

De même il a pris part à une réunion de travail avec deux institutions spécialisées dans le domaine de changements climatiques : le Secrétariat du Pacifique et son Programme régional pour l'environnement (SPREP) et la Communauté Caribéenne et son Centre régional sur le changement climatique (CCCCC). Cette rencontre a été organisée avec le soutien technique du Secrétariat du Commonwealth (COMSEC). Le but de cette réunion était de poser les jalons pour l'échanges d'information et d'expériences interrégionales afin d'améliorer la capacité de résilience dans les régions.

En marge de la conférence, la COI anime un événement consacré à la coopération régionale: passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien. A son issue, le « Défi côtier de l'océan Indien occidental» (Western Indian Ocean Coastal Challenge - WIOCC) sera officiellement lancé. Cette initiative des Seychelles vise à mobiliser les pays de l'océan Indien et d'Afrique orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience. A cette même occasion, un protocole d'accord entre la COI et l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) sera signé afin de renforcer les compétences météorologiques pour mieux lutter contre les aléas climatiques dans l'Indianocéanie.

Au total, la COI participe activement à une vingtaine de rencontres, ateliers et conférences avec de nombreux partenaires, dont la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) avec laquelle la COI travaille étroitement depuis plusieurs années, le SPREP, la CCCCC, le Partenariat insulaire mondial (GLISPA), le COMSEC, l'Organisation internationale de la Francophonie... C'est donc l'occasion, pour la COI, d'initier ainsi de nouvelles collaborations avec d'autres régions du monde.

http://reunion.la1ere.fr/2014/09/01/la-coi-la-voix-des-petits-etats-insulaires-aupres-des-nations-unies-182206.html

Climate focus at UN small islands summit in Samoa

Wellington, New Zealand | September 1, 2014, Monday @ 12:55 in World » GENERAL | Views: 585



Samoa Uafato Village 16 January 2007 (CloudSurfer at English Wikipedia) Photo License: (CC BY-SA 3.0)

(AFP) - A major United Nations conference on small island nations began in **Samoa** on Monday, with the emphasis on helping them survive the pressing challenge posed by **climate** change.

Some 3,000 delegates are attending the **UN Small Island Developing States** meeting, making it the largest event ever staged in the tiny Pacific nation of about 200,000 people.

UN Secretary General **Ban Ki-moon** said the conference, which ends Thursday, was a once-in-a-decade opportunity to promote sustainable development in countries such as **Samoa**, which are often described as on the front line of **climate** change.

"I know your country is facing a lot of difficulties. First of all by **climate** change, rising sea tides," Ban said ahead of a welcoming ceremony on Sunday night.

"That's why I am here, to show my strong solidarity and unity with the people of **Samoa** and many other small island states."

Low-lying island nations, some of which are little more than one metre (three feet) above sea level, are regarded as some of the most vulnerable to rising seas blamed on man-made **climate** change.

Some small states in the Pacific such as Kiribati have already begun examining options for their people if **climate** change forces them from their homeland.

World Bank special envoy for **climate** change Rachel Kyte said island nations did not create the problem and did not have the resources to deal with it, so the rest of the world was obliged to help.

"We have a responsibility towards these nations because we've pumped enough poison into the atmosphere over the last decades to imperil the livelihoods of many of the people in many of the atolls and islands of these nations," she told the Australian Broadcasting Corporation.

"This is the place where we have to roll up our sleeves as the international community and work alongside islanders to strengthen their economies."

As well as **climate** change, the conference will examine the problem of non-communicable diseases in Pacific countries which account for 75-85 percent of deaths, the World Bank said.

Other issues on the agenda include ways to improve sustainable management of oceans and fisheries.

© 1994-2014 Agence France-Presse

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/1268/Climate+focus+at+UN+small+islands+summit+in+Samoa

ut moment
obile
sse, prix
10Mo 100 Ar ttc
Accédez à Be Connect #204# choix 5
facebook.com/orangemada
twitter.com/orange_mg
www.orange.mg
orange

ie Trierweiler
mblée nationale
Ebola
Air Madagascar
JIRAMA
Bois de rose

Petits Etats insulaires : un développement qui se fera sans Madagascar

Par Dina R. — Publié le Mardi 2 septembre 2014 à 09:26



La troisième conférence internationale des Nations Unies sur les Petits Etats insulaires en Développement (PEID) se tient actuellement dans les îles Samoa, du 29 aout au 4 septembre. Une délégation de la COI menée par son secrétaire général Jean Claude de l'Estrac participe à cette plateforme indianocéanique qui plaide pour « un traitement différencié et spécifique ».

Une semaine après le sommet de la COI qui a laissé un bilan mitigé, le secrétaire général de la COI intervient dans cette rencontre regroupant différentes îles du monde à Apia, capitale des Iles Samoa. Une occasion pour la délégation de la COI de « faire entendre la voix des PEID de l'Océan Indien dans les débats sur les orientations et politiques mondiales de développement durable ».

Petites Iles mais grandes ambitions

Ne voulant pas être en marge des questions de développement, ce qu'on appelle les « petits Etats Insulaires en Développement » (PEID) essaient de se frayer un chemin dans la géopolitique mondiale. L'année 2014 est d'ailleurs décrétée « Année Internationale des PEID » par l'ONU. Les actions se concentrent surtout l'écologie mais aussi sur les questions économiques et commerciales. Cette troisième conférence sera d'ailleurs concentrée sur la demande d'un traitement différencié et spécifique pour ces pays.

Madagascar ne fait pas partie des PEID, mais ses voisines les Comores, Maurice, Seychelles oui Aussi, si au bout de cette semaine de plaidoyer, le Secrétaire Général de la COI obtient que ce traitement différencié et spécifique soit accordé aux PEID, alors la Grande Ile sera largement lésé.

Madagascar ne fait pas partie des PEID, mais ses voisines les Comores, Maurice, Seychelles o Aussi, si au bout de cette semaine de plaidoyer, le Secrétaire Général de la COI obtient que ce traitement différencié et spécifique soit accordé aux PEID, alors la Grande Ile sera largement lésé.

Traitement différencié et spécifique

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) avait conclu des accords contenant des dispositions relatives à un traitement spécial et différencié. Concrètement, il s'agit de permettre aux pays en développement d'avoir des droits spéciaux venant des pays développés en matière commerciale. Mais ces prérogatives ne sont pas systématiques, il faut en faire la demande.

Jean Claude de L'Estrac s'est donné comme mission d'obtenir ce traitement différencié et spéci pour les PEID, donc pour Maurice, Seychelles et les Comores, Madagascar étant trop grande pour être considérée PIED.

Pourtant, malgré sa dénomination de « Grande Ile », elle est moins avancée que les îlots telles que Maurice (PIB/hab : 8.119, 55 USD en 2012 contre 447, 5 USD pour Madagascar) ou Seychelles (PIB/hab : 12.782, 73 USD). Si en plus, ces pays bénéficient d'un traitement différencié et spécial, Madagascar ne pourra faire face à la concurrence.

http://ledaily.mg/petits-etats-insulaires-developpement-se-fera-madagascar/#.VAWxGWMieVM

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PETITS ETATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

La COI demande aux Nations unies un traitement spécial

Une délégation de la Commission de l'océan Indien est jusqu'au jeudi 4 septembre 2014 aux Samoa pour participer à la conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement. "Vu la situation d'urgence écologique et économique de nos îles, nous voulons faire de cette conférence un tournant majeur pour l'avenir des PEID"., a notamment déclaré Jean-Claude de l'Estrac. Le secrétaire général de la COI a présenté un plaidoyer pour "un traitement différencié et spécifique."

Posté par IPR le Lundi 01 Septembre





Jean-Claude de l'Estrac a également participé à un dialogue sur le thème du développement et du rôle du secteur privé. "Lors de cette session, qui a été ouverte par le Secrétaire général des Nations unies, il a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique", indique la Commission de l'océan Indien. En marge de la conférence organisée par les Nations unies, la COI a animé à un événement consacré à la coopération régionale dans l'océan Indien. "Cette initiative des Seychelles vise à mobiliser les pays de l'océan Indien et d'Afrique orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience", souligne la commission qui participera au total à une vingtaine de rencontres.

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2014/09/01/conference-internationale-sur-les-petits-etats-insulaires-en-developpement-la-coi-demande-aux-nations-unies-un-traitement-special,26956.html

lexpress.mu
online. ontime.

Océan Indien

Samoa: le développement durable au centre des débats sur les Petits Etats insulaires



Le secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, participera à plusieurs discussions lors de la conférence de l'ONU aux Samoa.

Par La Rédaction

1 Septembre 2014

Rencontres, ateliers et discussions sont au programme de la conférence internationale des Nations unies. Celle-ci se tient du 30 août au 4 septembre dans la capitale des Samoa. Lors des débats sur les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) la Commission de l'océan Indien (COI) s'exprimera sur les orientations et politiques mondiales de développement durable.

«*Vu la situation d'urgence écologique et économique de nos îles, nous voulons faire de cette conférence un tournant majeur pour l'avenir des PEID*», a précisé Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI. Au cours des séances, Jean Claude de l'Estrac présentera un plaidoyer qui portera sur la demande d'un traitement différencié et spécifique pour ces pays.

Dès son arrivée aux Samoa, le Secrétaire général de la COI a participé à un dialogue sur le thème du développement et le rôle du secteur privé. Lors de cette session, qui a été ouverte par le Secrétaire général des Nations unies, il a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable aux activités du secteur privé pour le développement.

De même, il a pris part à une réunion de travail avec deux institutions spécialisées dans le domaine des changements climatiques. Le but de cette réunion était de poser les jalons pour l'échange d'information et d'expériences interrégionales afin d'améliorer la capacité de réaction dans les régions. En marge de la conférence, un protocole d'accord entre la COI et l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) sera signé afin de renforcer les compétences météorologiques afin de mieux lutter contre les aléas climatiques dans l'Indianocéanie.

Au total, la COI participera activement à une vingtaine de rencontres, ateliers et conférences avec de nombreux partenaires. Ce sera l'occasion pour la Commission d'initier ainsi de nouvelles collaborations avec d'autres régions du monde.

MOTS CLES:

COI

Jean Claude de l'Estrac

ONU

Samoa

http://www.lexpress.mu/article/251742/conference-lonu-developpement-durable-au-centre-debats-sur-petits-etats-insulaires

Call to scale up climate partnership for small islands

1 September 2014

ShareThis 19 Share 7 Tweet 2 Share 0

The heads of three regional organisations, together with the Commonwealth, have called for the strengthening of a global partnership to support climate change planning and finance in small island developing states.

The Climate Resilient Islands Partnership was formed in 2011 and launched at the Rio+20 summit to support island nations, many of whom face existential threats as a result of climate change and rising sea levels, by providing a facility for sharing learning and providing mutual technical assistance.

Ahead of the International Conference on Small Island Developing States, in Samoa between 1-4 September 2014, the Commonwealth, the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, the Caribbean Community Climate Change Centre and the Indian Ocean Commission united in calling for new partners to scale up the partnership.

Speaking at a parallel event, the heads showcased some of the achievements of the partnership since it was launched at Rio+20. These include joint initiatives to help SIDS to plan for disaster risk reduction and climate change, applying climate models to support decision-making, and ensuring institutions are well positioned to apply for climate finance.

The event on 30 August, which involved a dialogue with over fifty guests from national governments and regional and international partners including the Pacific Islands Forum Secretariat and the European Union, was hosted at the headquarters of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) in Apia, Samoa.

David Sheppard, Director General of SPREP, said: “Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) reports note that the worst case scenario is an increase of up to 90 centimetres in sea levels by 2100.

“Put that in perspective in our region, where we have three out of five of the world’s lowest lying countries on Earth, ranging from between 2.8 metres and 3.5 metres. This is a matter of security which requires our response.”

Deodat Maharaj, Commonwealth Deputy Secretary-General, said: “The Commonwealth fully supports the development of a Climate Resilient Islands Partnership with a regional approach joining organisations from across the Caribbean, Pacific and Indian Ocean.”

“We aim to work closely with the partners to help small island developing states unlock climate financing, and offer support to strengthen their institutions and ensure robust planning to effectively respond to climate change.

Dr Kenrick Leslie, Executive Director of the Caribbean Community Climate Change Centre, said: “The work being done by the regions in promoting a home-grown system of adaptation speaks resolutely to the commitment of the partners. South-South small island cooperation twinned with meaningful partnerships can bring about real change in the lives of many.”

Jean Claude de l'Estrac, Secretary General of the IOC, added: "It is through such partnerships that we can make our islands voices heard for ensuring fair consideration of our interests in the global agenda for development 2015-2030."

The partnership has established a comprehensive work plan to facilitate mutual learning on climate finance and planning. The organisations are also working together to strengthen public information portals on climate preparedness.

New partners and interested parties are encouraged to join the partnership, to contribute to and support future initiatives.

For more information please contact:

Janet Strachan, Interim Director, Economic Policy Division, j.strachan@commonwealth.int
Small states Pan-Commonwealth

http://thecommonwealth.org/media/press-release/call-scale-climate-partnership-small-islands



LE MATINAL, PORT LOUIS, LUNDI 8 SEPTEMBRE, 2014 5

Pour le PEID, l'heure n'est plus aux débats mais à l'action

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a présenté, jeudi dernier à Samoa, devant la session plénière des chefs d'Etat et des gouvernements de la troisième conférence internationale des Nations unies, le plaidoyer de ses Petits Etats Insulaires en Développent (PEID) membres. « L'heure n'est plus aux débats, elle est à l'action. La COI et ses PEID membres demandent à la communauté internationale d'instaurer un traitement spécifique et différencié pour les PEID», résume Jean Claude de l'Estrac. Afin de favoriser le développement durable de nos îles, quatre principales doléances ressortent du La COI demande, premièrement, à ce qu'une liste crédible soit agréée. En effet, plusieurs listes existent mais certains PEID ne sont ni des îles, ni en développement ni petit ; de même, l'organisation supporte le renforcement d'une diplomatie des PEID pour les PEID en vue d'une juste prise en compte des intérêts des PEID dans les fora internationaux. Cette action prend toute son importance dans l'optique de la définition de l'agenda pour le développement post-2015.

La facilitation de l'accès aux nouvelles sources de financement multilatéral tient aussi une place importante pour les PEID. Elle permettra entre autres à ce que notre région puisse mettre en œuvre des programmes disposant des financements alloués sous le Fonds Enfin, il a été demandé qu'un nombre raisonnable de mesures d'appui dédiées aux PEID soient prises à la suite de la Conférence. Elles devraient viser prioritairement les domaines du commerce international et de la finance, des technologies et de l'énergie, du changement climatique et de la pêche,Ce plaidoyer complète les actions de la COI, à la Conférence internationale des Nations unies pour les PEID.

Jean Claude de l'Estrac.

Sa délégation a en effet participé à plus de vingt évènements pour mettre en valeur l'Indianocéanie afin de lui ouvrir d'autres opportunités pour le développement. Jean Claude de l'Estrac a rencontré son homologue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Cette agence des Nations unies soutient le plaidoyer de la COI. Une collaboration rapprochée est souhaitée par les deux organisations. Dans le domaine de la résilience face au changement climatique, l'organisation a eu plusieurs rencontres et évènements avec le Secrétariat du Pacifique et son Programme régional pour l'environnement (SPREP), la Communauté Caribéenne et son Centre régional sur le changement climatique (CCCCC), le Commonwealth, le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UNDESA), l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) ainsi que le partenariat Suite à ces activités, les jalons pour les échanges d'informations et d'expériences interrégionales avec le SPREP et le CCCCC ont été déterminés. Avec le GLISPA, le "Western Indian Ocean Coastal Challenge" a été officiellement lancé.

En signant un protocole d'accord avec le TNC, la COI a confirmé son engagement pour cette initiative visant à mobiliser les pays de l'océan Indien et d'Afrique orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience.

Le Secrétaire général de la COI a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé et touristiques pour le développement. Dans le domaine du tourisme, la COI a participé à des discussions ministérielles initiées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Lors de cette rencontre, le Secrétaire général a réitéré l'importance qu'il accorde à la langue française à Annick Girardin, Secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie. En matière de culture, cinq traditions de l'Indianocéanie ont été mises en valeur dans un film réalisé avec le concours de l'UNESCO : le Grand Mariage des Comores, le Famadiana de Madagascar, le Divali de Maurice, la Fèt Kaf du 20 décembre à La Réunion et le Festival Kreol des Seychelles.

" Ces traditions font partie de notre identité indianocéanique : notre héritage. Cette conscience collective de héritage commun nous pousse à collaborer plus étroitement parce que nous savons de ce fait que nous formons une communauté de destin", dit Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI. Une réunion de travail particulière avec le Secrétariat du Commonwealth a permis aux deux entités d'identifier des axes de coopération, notamment pour renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et pour faciliter l'accès aux fonds pour le développement durable. La COI collaborera avec le Secrétariat du Commonwealth pour la mise en place d'un centre sur le changement climatique à Maurice.

La délégation a finalement animé un évènement intitulé "la coopération régionale: passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien".

Pêche et agriculture

Seychelles NATION

Seychelles helps Somalia through IOTC compliance support mission

11-September-2014

The Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) adopted a resolution, in 2012, whereby the regional fisheries regulating body decided to conduct compliance support missions in member countries in order to help them better implement its conservation and management measures.

This came as a result of some member states having difficulty in complying with those requirements. The compliance support missions have resulted in the elaboration of an action plan which is aimed at ensuring better conservation and management of the tuna stock in the region.

The last of those missions was held in Seychelles this week at the SFA (Seychelles Fishing Authority) training room on Long Pier Road, in partnership with the SmartFish project of the Indian Ocean Commission (IOC) and the Food and Agricultural Organisation (FAO). It has also permitted to discuss in details the conservation and management measures relevant to Seychelles, to identify specific difficulties faced locally in implementing the IOTC resolutions and to build the capacity of the SFA staff vis-à-vis Seychelles' obligations as a member of the commission.

As the eldest member of the IOTC, Seychelles had found the occasion opportune to invite the youngest, Somalia, to benefit from the mission. Hosted by the SFA, four Somali delegates were consequently present for the workshop where they were joined by Seychellois technicians.



"Seychelles and Somalia share similarities in tuna fishing. We are currently helping Somalia in the setting up of its fisheries industry based on the SFA model and with the collaboration of the FAO, so that Somalia can also benefit from the blue economy. Together we can also better sustain and manage the tuna stock. By understanding the successes and challenges that Seychelles faces as a longstanding member of the commission, this provides the leverage that Somalia may be able to put to use for meeting its obligations to the IOTC," natural resources principal secretary Michel Nalletamby has said.



The executive secretary of the IOTC, Seychellois Rondolph Payet has added that the Somalia's presence was a good example of partnership among the organisation's member states.

"The workshop represents an important part of the relationship which the IOTC encourages among partners. Somalia needs all the help that we can give, help which the IOTC is willing to provide. The objective is to work on the ground with member countries in order to better manage the tuna stocks. If decisions are not well implemented at country level, we fail as an organisation," remarked the IOTC boss.

Somalia which only joined the commission in May this year faces a number of obligations. Therefore, the FAO, the IOTC secretariat, the IOC SmartFish project and the SFA are all partnering to provide relevant help to its Ministry of Fisheries and Marine Resources.



The IOTC compliance support mission came to a close yesterday evening in the presence of SFA chairman Philip Michaud and its chief executive (CEO) Finley Racombo.

http://www.nation.sc/article.html?id=242962

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Programme SmartFish aux Comores

Des inspecteurs en contrôle qualité ont été formés à Moroni

La formation de huit jours en contrôle qualité, destinée à des agents-inspecteurs de contrôle de la direction générale de la pêche, a pris fin dans l'après-midi du vendredi 5 septembre. Ouverte le 28 août, cette formation dispensée par l'experte et personne ressource du programme régional SmartFish, Ravomanana Dorothée, intéressait une quinzaine d'agents de l'Office, du laboratoire de l'Inrape, de la société de pêche Hairu et de la représentation Codex alimentaris. Celle-ci a été axée sur le système de sécurité sanitaire des produits de pêche aux Comores, notamment sur les contrôles officiels.

Cette session de formation des inspecteurs figure, selon Soifa Ahmed, parmi les priorités pour accéder à l'agrément de l'Union européenne pour l'exportation des poissons dans les pays de la région de l'Océan indien. «*L'opérationnalisation effective de l'office de contrôle qualité des produits halieutiques, crée depuis 2010, est en plein concrétisation*», s'est réjoui le coordinateur de l'Office, qui a annoncé que bientôt les inspecteurs bénéficieront des formations à l'extérieur par un financement de la Banque mondiale.


Vue des participants

D'après la formatrice malgache, cette formation entre dans le cadre du programme SmartFish pour renforcer les inspections qui vont contrôler et octroyer, par la suite, des certificats d'exportation des produits de pêche à l'extérieur.

A la cérémonie de clôture de la formation, Saïd Boina, point focal du programme SmartFish aux Comores, a montré que «*la formation a réussi et a permis aux inspecteurs de démontrer leurs efforts dans le domaine*». Quant à Ravomanana Dorothée, elle a assuré que le programme établi par rapport à la formation est bien achevé. «*On ne devient pas inspecteur en huit jours, cependant c'est une initiation*», disait-elle pour encourager les inspecteurs à ce donner davantage pour être à la hauteur de leur responsabilité. Pour la circonstance, Saïd Ahamada, assistant chargé de mission à la Coi, a annoncé prochainement l'examen du cadre politique et les procédures de contrôle de pêche.

Mohamed Halifa a soutenu le point de vue de l'expert selon lequel des efforts restent à développer pour devenir les inspecteurs que le pays attend. «*Il ne s'agit pas de la première ni la dernière formation. D'autres formations viendront*», a indiqué le délégué à la pêche qui a appelé les nouveaux inspecteurs à être dynamiques et actifs sur le terrain.

Nassila Ben Ali

Présentation du rapport 2013 des Omd vendredi à Fomboni

Le niveau des Objectifs du millénaire pour le développement (Omd) a été présenté, vendredi 5 septembre à l'Alliance franco-comorienne de Fomboni devant une soixantaine de participants issus de différents secteurs sociaux et économiques ainsi que la société civile. Il s'agit du Rapport 2013 exposé par la Commissaire générale au plan.

Il en est ressorti, à cet effet, que les deux secteurs sociaux de l'Education et la Santé tirent leur épingle du jeu avec la première qui, malgré les critiques au niveau de la qualité, affiche des résultats satisfaisants au niveau de l'admission des élèves en première année de cours préparatoires, augmentant le taux de scolarisation qui a atteint un pourcentage très honorable par rapport à ce qu'il en était il y a encore quelques années.

La santé aussi, avec le taux de vaccination en hausse, la prise en charge des femmes enceintes et des enfants qui ont permis la diminution du taux de mortalité, sans pour autant omettre la grande réussite de l'île dans ce secteur, dans l'élimination du paludisme par le traitement de masse grâce à l'appui de la mission chinoise de Dr Lee.

Par contre, d'autres secteurs restent à la traîne. Il s'agit, entre autres, de l'aide publique au développement et l'environnement. Pour ce qui est du premier, il s'agit effectivement d'un problème national dans la mesure où il a été constaté des faiblesses au niveau de l'absorption des fonds émanant de la coopération bilatérale et multilatérale. L'environnement reste le grand souci et la dégradation du secteur a pris des proportions inquiétantes ces dernières années, occasionnées, entre autres, par la faiblesse du système judiciaire offrant une impunité aussi assurée à tous les braconniers de tous poils comme le démontre l'actualité récente. En effet, les quatre braconniers qui avaient été appréhendés avec une quinzaine de tortues au large d'Itsamia et qui avaient écopé de lourdes peines de prison, ont tout simplement fait la belle à la maison d'arrêt de Badjo.

Cependant, le gouverneur de l'île que la commissaire au plan a eu à rencontrer par la suite, s'est engagé de faire de la protection de l'environnement la priorité de l'action de son exécutif.

La parité dans les instances de prise de décisions reste aussi une grande préoccupation à commencer aux mandats électifs où l'île ne compte qu'une seule femme élue au conseil de l'île. L'exécutif insulaire ne compte en son sein aucune femme commissaire, faisant un paradoxe dans la seule île du pays ayant eu une femme à sa tête dans le passé...

Mnr

http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Programme-SmartFish-aux-Comores-Des-inspecteurs-en-contrA-le-qualitA-ont-A-tA-formA-s-A-Moroni&actu_id=6962

Centre national de contrôle et de surveillance de la pêche : Bientôt des dispositions pour la protection des pêcheurs

03 septembre 2014



Le centre national de contrôle et de surveillance de la pêche comorienne a dévoilé, mardi, son plan de sécurisation des pêcheurs qui sera mis en place dans les mois à venir. Il s'agit, selon Saïd Boina, d'un programme qui va bientôt introduire le système d'immatriculation de petites barques de pêche et une sorte de carte grise.

«Ce système vise à faciliter l'identification de chaque embarcation, son propriétaire et son équipage habituel en cas de perte sur mer ou dans les pays limitrophes», a indiqué le directeur général du centre.

Il expliquera que cette identification par des chiffres et des lettres renforcerait considérablement la sécurité des pêcheurs et minimiserait les risques de disparition en mer à la suite de pannes de moteurs ou de mauvais temps. On sait que des barques non identifiées échouent parfois sur les côtes malgaches est-africaines. «Ces marques permettront de mieux organiser les opérations de recherche et de sauvetage et, le cas échéant, d'identifier les barques perdues qui peuvent être retrouvées par la suite», a-t-il insisté.

Plusieurs problèmes se posent pour identifier un pêcheur comorien perdu en mer. Saïd Boina a également montré que ce système permettra de répertorier les pêcheurs qui sont partis au travail, ceux qui sont revenus et ceux qui ne sont pas de retour. «Dans le contexte de piraterie, le numéro d'immatriculation permettra d'éviter des confusions parfois dramatiques avec des embarcations pirates venues d'ailleurs; cela facilitera, en outre, les opérations de lutte contre la piraterie», a expliqué Saïd Boina.

Selon le directeur du centre national de contrôle et de surveillance de la pêche, le plan d'immatriculation des petites barques de pêche a déjà débuté à Ndzuani et Mwali et bientôt l'opération sera entamée à Ngazidja.

«Au début, nous avons rencontré des incompréhensions avec les pêcheurs qui croyaient que nous voulons leur soutirer de l'argent. Mais avec les sensibilisations menées de part et d'autre, la majorité a commencé à comprendre», a expliqué cet administrateur qui appelle les pêcheurs à faire preuve d'une plus grande confiance.

Toutefois, Saïd Boina souligne «une négligence de la part des pêcheurs comoriens qui ne se dotent pas du minimum de matériels de secours».
Ainsi, il appelle les pêcheurs à adopter l'habitude de partir avec leur matériel de secours, à savoir une boussole pour indiquer la direction, un Gps pour l'identification des lieux, un fumigène, un sifflet, un miroir en cas de détresse ou de perte, entre autres.

«Je conseillerais même d'acheter la balise qui est une sorte d'émetteur électronique, optique ou radioélectrique, utilisé à des fins de localisation relative et situé en un point fixe ou mobile qui peut être un point de référence ou un point à déterminer», disait-il expliquant qu'avec la balise, on pouvait identifier le positionnement d'un pêcheur en détresse ou perdu.
L'année dernière, le centre national de contrôle et de surveillance des pêches, avec l'appui financier du plan régional de surveillance des pêches mis en oeuvre par la Commission de l'Océan indien (Coi), a recensé plus de 1.584 embarcations motorisées artisanales de pêche à Ngazidja, Ndzuani et Mwali.

Le fichier national des immatriculations des embarcations de pêche va être tenu et mis à jour par le centre national d surveillance des pêches des Comores. Il sera partagé avec les administrations compétentes en matière de sécurité maritime tels que les services des transports maritimes ou de la garde côte.

Nassila Ben Ali

3 September 2014 Last updated at 23:33 GMT

Blast fishing destroying Tanzania's marine habitats

By Gladys Njoroge BBC Africa, Tanzania



The rich marine life off Tanzania's coast is coming under threat because of blast fishing - a technique using explosives that some fishermen use to maximise their catch.

"Blast fishing destroys the fish habitats under water where fish reproduce and that has had a big impact, especially on us who use ring nets to fish," a 32-year-old fisherman says.

"The number of fish has drastically reduced we are not able to catch many fish like before," he said as prepared his wooden boat to go fishing in the calm and beautiful waters of the Indian Ocean.

Small fishing vessels like his dot the coastline that hugs Tanzania for thousands of kilometres.



Fisherman who use ring nets say their catches have been affected



Fishermen say they face intimidation if they report those using dynamite

He and his colleagues have informed the police in the past about those who use the crude fishing method, but it did not stem the practice.

"When they are arrested they bribe and come back, and if they find out that you reported them they mark you and threaten to hurl explosives on your boat, so sometimes we are scared to report them," he said.

Coral reefs in peril

Continue reading the main story

“Start Quote

If this illegal practice is not stopped, gradually Tanzania could easily end up with a wasteland of ocean”

Michael Markovina SmartFish

According to Smart Fish, a fisheries programme funded by the European Union, Tanzania is the only country in Africa where fishing using explosives still occurs on a large scale.

Although it is illegal, it occurs along the entire Tanzanian coastline, from Mtwara to Tanga, and off nearby islands. There have also been reports of blast fishing off north Zanzibar.

Baraka Mngulwi, the assistant director of the government's Fisheries Resource Protection department, says the explosives are often taken from mines and demolition and road construction firms, or made at home.

The explosives are usually lit with small fuses and tossed overboard.

The underwater shock waves produced by the explosion stun the fish, rupturing their swim bladders - the organ which helps control their buoyancy.

So they float to the surface and are then scooped up by waiting nets.



Fishermen who are found guilty of blast fishing face five years in jail



People find it difficult to identify which fish have been caught using explosives

Experts say one blast is enough to kill all fish and other living organisms within a 20m (66ft) radius - up to 400 fish can be netted in each explosion.

In the process, the underwater coral systems, home to countless marine species, are reduced into rubble.

Michael Markovina, a SmartFish officer, says coral reefs left in the wake of a series of blasts resemble a shelled city.

"If this illegal practice is not stopped, gradually Tanzania could easily end up with a wasteland of ocean," he says.

Damaged coral reefs lead to an instant decline in fish species diversity and quantity - and in the long-term the ecosystem is unlikely to recover.

Blast fishing in Tanzania:

- Began in the 1960s, was brought under control in the 1990s but has surged in recent years
- 25% of all marine species are associated with coral reefs
- Each blast kills all fish and other living organisms within a 20m radius, completely destroying the coral reef habitat and there is no natural recovery
- Explosives are cheap and easily accessible, usually sourced from mining, demolition and road construction enterprises, or made using artificial fertilisers and diesel
- Banned in 2003 with a minimum sentence of five years for dynamite fishing and 12 months for possession of explosives

Source: SmartFish

It is very difficult to track down the illegal fishermen, as I found out when I joined a fishing patrol.

There is a very secretive and apparently sophisticated network in place.

All the fishermen I met during the patrol were quick to deny involvement in blasting, which also endangers the fishermen - there are frequent accidents and injuries.

A former dynamite fisherman who now campaigns against the practice says he lost both his hands in an accident.

"They were ripped off when an explosive I was setting up blew off in my hands. I used to light the explosives with fuses and toss them into the ocean," Mwanya Sleiman, 50, told the BBC.



Former blast fisherman Mwanya Sleiman, who lives on Mafia Island, now campaigns against the practice

"My motivation was just the money I got from selling the fish but I didn't know about the impact it would have on me or the underwater environment."

Those caught blast fishing can be sentenced to five years in prison and a further 12 months for possession of explosives.

But when one blast can lead to a catch of up to 400kg (62st 9lb) and a profit of $1,800 (£1,093), the temptation is great.

Acid attack

At Dar es Salaam's busy fish market, fishermen bring their catch every morning to hundreds of waiting traders.

Continue reading the main story

“Start Quote

We don't buy them; because of the impact of the blasts, they rot very fast”

Female fish trader

The demand outstrips supply - and auctioneers quickly sell the catch to the highest bidders.

The speed of the transactions means there is no time to find out what fishing methods are used.

One of the auction officers says not many people can identify fish caught using explosives.

"If you are not experienced it's very difficult to identify fish caught using explosives. Out of 60 auctioneers maybe two or three can tell," Bala Gomwa, 41, tells the BBC.

A female trader says she can identify them as their scales are very loose.



The speed of the auctioning at Dar es Salaam's fish market does not allow time to enquire about fishing methods


The market is crowded with fish traders - some of whom say loose scales indicate blast fishing


The city's fish market is also a popular place to come to eat

"We don't buy them; because of the impact of the blasts, they rot very fast - by the time you get home they are rotten. Some buyers and sellers don't know that so they buy them," she says.

The government admits it is facing a huge challenge in stopping blast fishing, and Mr Mngulwi says some magistrates do not help by not imposing tough sentences.

SmartFish has helped the government confiscate 300kg of explosives, impound 50 fishing vessels and prosecute five cases of illegal fishing in the past 24 months.

But a recent report by the non-governmental organisation Sea Sense, which works with coastal communities to protected endangered marine life, says intimidation is the major problem.

It cites an example of a patrol officer who lost his eye and suffered other facial injuries after acid was thrown at him.

Mr Sleiman urges the perpetrators to learn from his experience.

"I want the future generation to find a conserved Indian Ocean so that they can also enjoy the resources."

http://www.bbc.com/news/world-africa-29049264

farmlandgrab.org
the global rush for farmland and peoples' struggles against it

Commission de l'océan Indien: un bilan en demi-teinte pour Madagascar

Published: 25 Aug 2014

Short URL: http://farmlandgrab.org/23860

Posted in: **France** | **Madagascar**



A Madagascar, bien souvent les terres ne sont pas déclarées officiellement. Bernard Gagnon/Wikimedia Commons

RFI | 25-08-2014

Commission de l'océan Indien: un bilan en demi-teinte pour Madagascar

par RFI

La volonté de faire de la Grande île « le grenier à blé » de l'océan Indien, et un accord de coopération militaire avec les Comores : c'est en substance le bilan pour Madagascar, à l'issue du 4e sommet des chefs d'Etats de la Commission de l'océan Indien (COI) du samedi 23 août. Un bilan déjà fortement critiqué par la société civile.

Le président malgache qui présidait le sommet, est rentré dans la nuit de samedi à dimanche des Comores, où se tenait le sommet. Contrairement à son habitude, Hery Rajaonarimampianina n'a pas organisé de conférence de presse pour commenter ces décisions. Il faut dire que les sujets liés aux **conflits de souveraineté avec la France, concernant les îles Eparses, tout particulièrement**, étaient très attendus par une partie de la presse et de l'opinion malgache, mais ces questions n'ont pas été abordées, en tout cas pas dans les discours ni les communiqués officiels. Quant au projet de faire de Madagascar le coeur agricole de la sous-région, il est lui aussi critiqué par une partie de l'opinion.

Selon **la déclaration finale** du quatrième sommet des chefs d'Etats de la Commission de l'océan Indien, la reprise économique à Madagascar s'appuiera notamment sur le projet de faire de la Grande île, « *le grenier à blé* » de l'océan Indien. L'idée étant d'assurer l'autosuffisance alimentaire des pays de la COI. Madagascar possède en effet 90% des terres arables de la région.

« *98% de la population de la COI vit à Madagascar* »

Pourtant le Collectif pour la défense des terres malgaches « *Tany* » s'inquiète. Selon sa présidente, basée à Paris Mamy Rakotondrainibe, « *il y a d'abord le problème de **l'accaparement des terres par les grandes entreprises**. Seules 1/10e des parcelles arables à Madagascar sont munies d'un certificat foncier. Les paysans qui vivent sur les 9/10e restants peuvent virtuellement être expulsés à tout moment. Ensuite,* ajoute-t-elle, *rien ne garantit que ce projet de "grenier à blé" ne sera pas tourné vers l'exportation, alors que 98% de la population de la COI vit à Madagascar* ».

Autre accord, signé cette-fois ci entre Madagascar et les Comores : la coopération militaire. Des éléments de l'armée comorienne devraient être formés à l'accadémie d'Antsirabe, une ville au sud de la capitale malgache.

Source: **RFI**

http://www.farmlandgrab.org/post/view/23860-commission-de-l-ocean-indien-un-bilan-en-demi-teinte-pour-madagascar

Sommet des chefs d'état et de gouvernement aux Comores

HZK
Agence Comorienne de Presse

La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

El Anrif Said Hassane : « Des efforts remarquables ont été faits »

Le ministre des Relations Extérieures a reçu les différents corps qui ont organisé le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien. Il reste convaincu que le pays a beaucoup appris lors de ce sommet

Deux semaines après la tenue du 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI), le ministre des Relations Extérieures a reçu les différents corps de l'administration qui ont organisé cette conférence régionale. Il s'agit du comité national d'organisation, de l'équipe du MIREX mais aussi du bureau de la COI. C'était l'occasion pour le ministre d'exprimer sa joie pour la réussite du sommet.

« Il y aura une séance pour faire une évaluation. Voir ce qui a été bien fait et ce qui n'a pas marché. Mais j'ai tenu à saluer les efforts remarquables qui ont été déployés par ces différentes organisations pour la réussite du sommet », déclare El Anrif Said Hassane.

Le chef de la diplomatie comorienne n'a omis aucun secteur, du protocole à la sécurité, en passant par l'accueil, pour ne citer que ceux-là. « Au-delà des retombées du sommet, cela a également permis de donner une bonne image au pays et c'est ce qu'on voulait. Le comorien d'aujourd'hui est confiant qu'on peut faire plus. Il faut préserver ces acquis », avance El Anrif Said Hassane.

Les délégations étrangères auraient également été satisfaites du bon déroulement de l'évènement. Le ministre a enfin appelé au président de l'Université des Comores à préserver ce sommet et en faire une référence. « C'est le premier dans notre pays et beaucoup de thèmes ont été débattus. L'Université des Comores peut l'utiliser comme thème pour les mémoires des étudiants », précise-t-il.

Le président de la commission, qui était en charge de l'organisation de ce 4e sommet régional, a salué à son tour la détermination du ministre et du président de la République pour la réussite de cet évènement diplomatique.
« On avait le sens de la responsabilité mais aussi le devoir de réussite. On a dépassé les clivages politiques et on a montré au monde entier qu'on était capable de tenir de tels événements », lance Abdourahim Said Bacar avant d'ajouter qu'« on avait un objectif à atteindre et on y est arrivé. C'est une bonne chose ».

Mohamed Youssouf

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article131



Le Premier ministre au Sommet de la COI aux Comores

Posted by on 8/25/14

Maurice présenté comme hub régional pour tourisme, commerce et investissements

Participant au Sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) aux Comores, le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, a situé le rôle de Maurice comme hub régional pour le tourisme et le commerce et comme porte d'entrée en Afrique pour les investisseurs d'Asie et d'Europe.

Le 4e Sommet de la COI s'est ouvert ce samedi 23 août 2014 à Moroni dans la capitale de l'Union des Comores en la présence des cinq chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres notamment le Président des Comores Ikililou Dhoinine, le Président français François Hollande, le Premier ministre de Maurice, le Président seychellois, James Alix Michel, et le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina. Faisant état toujours de l'engagement de Maurice au niveau des pays membres de la COI, le Dr Ramgoolam a déclaré que son pays est disposé à offrir sa contribution à l'organisation des élections générales qui auront lieu aux Comores en novembre 2014. Le Premier ministre mauricien a aussi situé le rôle d'avant-plan de Maurice au chapitre de l'économie bleue lors de la Conférence sur les Petits Etats insulaires en Développement (PEID) qui se tiendra à Samoa au début de septembre 2014. Maurice a été en effet désigné chef de file à la table ronde qui discutera des mers et de la biodiversité. Le Dr Ramgoolam a invité à la « collaboration des pays voisins pour une exploitation durable de nos ressources marines et côtières ». Compte tenu de ce que le Premier ministre a défini comme « le rôle fédérateur » de la COI, il a invité les pays membres à collaborer pour parler d'une seule voix à Samoa comme à la 21e Conférence des parties sur le changement climatique qui aura lieu en France l'année prochaine.

Abordant le concept de l'Indiaoceanie, le Premier ministre a parlé de la nécessité de dégager une synergie des pays membres pour œuvrer collectivement pour un développement global de la région de l'Océan indien concernée.

Le Dr Ramgoolam a présenté la nouvelle aérogare de Plaisance comme un instrument au service de l'Indiaocéanie.

Le Dr Ramgoolam a par ailleurs souligné l'importance du développement soutenu de la triple connectivité aérienne, maritime et numérique pour consolider davantage les liens entre les membres de la COI. La connectivité numérique contribue directement à la croissance économique. Ainsi, à Maurice même, les technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuent pour 6 pourcent au produit intérieur brut (PIB). 20 000 emplois ont été créés dans ce secteur.

Le PM demande à la COI de soutenir la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. Le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, a invité la Commission de l'Océan Indien à soutenir formellement la candidature de Jean-Claude de l'Estrac au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le Dr Ramgoolam a auparavant remercié les pays de la COI qui ont exprimé individuellement leur soutien à la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. Tout en sollicitant le soutien formel de la COI, le Premier ministre estime que les pays francophones d'Afrique devraient se mobiliser pour désigner un Africain comme futur SG de l'OIF. Ce candidat serait « seul à même de veiller à la prise de compte de notre identité et de nos spécificités africaines à l'OIF, » a déclaré le Dr Ramgoolam. Jean-Claude de l'Estrac qui occupe les fonctions de Secrétaire général de la COI a présenté un bilan et défini les projets futurs de l'organisation lors du Sommet de Moroni. Les dirigeants participant au sommet de Moroni ont salué à l'unanimité l'excellent travail réalisé par Jean-Claude de l'Estrac comme Secrétaire général de la COI.

http://ghtu.mu/le-premier-ministre-au-sommet-de-la-coi-aux-comores/

ADVANCE

SOMMET DE LA COI - EXPLOITATION DURABLE DE NOS RESSOURCES MARINES ET CÔTIÈRES



Le Premier ministre appelle à la collaboration des pays voisins





Participant au Sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) aux Comores, le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, a situé le rôle de Maurice comme hub régional pour le tourisme et le commerce et comme porte d'entrée en Afrique pour les investisseurs d'Asie et d'Europe.

Le 4e Sommet de la COI qui s'est tenu samedi dernier à Moroni dans la capitale de l'Union des Comores en la présence des cinq chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres notamment le Président des Comores Ikililou Dhoinine, le Président français François Hollande, le Premier ministre de Maurice, le Président seychellois, James Alix Michel, et le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina.

Faisant état toujours de l'engagement de Maurice au niveau des pays membres de la COI, le Dr Ramgoolam a déclaré que son pays est disposé à offrir sa contribution à l'organisation des élections générales qui auront lieu aux Comores en novembre 2014.

Le Premier ministre mauricien a aussi situé le rôle d'avant-plan de Maurice au chapitre de l'économie bleue lors de la Conférence sur les Petits Etats insulaires en Développement (PEID) qui se tiendra aux îles Samoa au début de septembre 2014. Maurice a été en effet désigné chef de file à la table ronde qui discutera des mers et de la biodiversité. Le Dr Ramgoolam a invité à la « collaboration des pays voisins pour une exploitation durable de nos ressources marines et côtières».

Compte tenu de ce que le Premier ministre a défini comme « le rôle fédérateur » de la COI, il a invité les pays membres à collaborer pour parler d'une seule voix aux îles Samoa comme à la 21e Conférence des parties sur le changement climatique qui aura lieu en France l'année prochaine.

Abordant le concept de l'Indiaocéanie, le Premier ministre a parlé de la nécessité de dégager une synergie des pays membres pour œuvrer collectivement pour un développement global de la région de l'Océan indien concernée.

Le Dr Ramgoolam a présenté la nouvelle aérogare de Plaisance comme un instrument au service de l'Indiaocéanie.

Le Premier ministre a par ailleurs souligné l'importance du développement soutenudes trois connexions aérienne, maritime et numérique pour consolider davantage les liens entre les membres de la COI. La connexion numérique contribue directement à la croissance économique.

Ainsi, à Maurice même, les technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuent pour 6 pourcent au produit intérieur brut (PIB). 20 000 emplois ont été créés dans ce secteur.

Le PM demande de soutenir la candidature de Jean-Claude de l'Estrac

Le Dr Navin Ramgoolam, a invité la Commission de l'Océan Indien à soutenir formellement la candidature de Jean-Claude de l'Estrac au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Le Dr Ramgoolam a auparavant remercié les pays de la COI qui ont exprimé individuellement leur soutien à la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. Tout en sollicitant le soutien formel de la COI, le Premier ministre estime que les pays francophones d'Afrique devraient se mobiliser pour désigner un Africain comme futur SG de l'OIF. Ce candidat serait « seul à même de veiller à la prise de compte de notre identité et de nos spécificités africaines à l'OIF,» a déclaré le Dr Ramgoolam.

Jean-Claude de l'Estrac qui occupe les fonctions de Secrétaire général de la COI a présenté un bilan et défini les projets futurs de l'organisation lors du Sommet de Moroni.



Les dirigeants participant au sommet de Moroni ont salué à l'unanimité l'excellent travail réalisé par Jean-Claude de l'Estrac comme Secrétaire général de la COI.

INDIANOCÉANIE : LE CHANTIER DE L'INTÉGRATION

De par sa position stratégique, l'indianocéanie a les moyens de devenir un carrefour sur la route commerciale entre l'Afrique et l'Asie, qui sont perçues comme les prochains moteurs de croissance de l'économie mondiale. Les retombées économiques sont réelles, que ce soit en termes d'investissements ou de développement du tourisme interrégional. Tout passera par une plus grande coopération entre les États de la région.

Transformer l'indianocéanie en une plate-forme pour capter les flux d'investissement de et vers l'Afrique. Un objectif tout à fait réalisable. L'avenir de l'indianoéanie a été du reste au cœur des délibérations lors du dernier Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) qui s'est tenu à Moroni. Pour rendre la région économiquement plus forte, l'organisation plaide pour l'optimisation des capacités régionales à travers la desserte maritime et aérienne, afin notamment de permettre l'épanouissement du tourisme, des affaires, des investissements et le transfert de technologies.

« *Nous pouvons faire de notre région un carrefour stratégique entre l'Asie et l'Afrique, un tremplin pour réaliser nos ambitions économiques et commerciales en utilisant l'indianocéanie, cet espace commun à la fois géographique, économique, social, culturel et politique, comme ciment, vecteur et accélérateur d'intégration régionale* », argue le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam. La COI s'appuie désormais sur l'identité indianocéanique pour promouvoir ses ambitions régionales.

> **La COI s'appuie sur l'identité indianocéanique pour promouvoir ses ambitions régionales.**

Les chefs d'État et de gouvernement présents lors du dernier sommet de la COI ont d'ailleurs adopté une déclaration résolument centrée autour des défis de développement de la région. La déclaration fixe les orientations d'une réponse collective sur plusieurs secteurs d'importance stratégique pour les pays de la région, sans oublier, bien entendu, la gestion des ressources naturelles et le potentiel de l'économie bleue – un secteur qui peut générer emplois et croissance –, ainsi que la conservation et la gestion durable des ressources halieutiques.

BÂTIR UN AVENIR COMMUN

Selon la déclaration adoptée par les chefs d'État de la COI, trente ans après l'Accord général de coopération signé à Victoria qui a institué la COI, les pays du sud-ouest de l'océan Indien ont dépassé la seule relation de coopération technique pour créer un espace de solidarité et d'action authentiques.

« *Les habitants de nos pays membres ont aujourd'hui conscience qu'ils partagent une géographie, une histoire entremêlée et une culture singulière. C'est sur cette base que peut se construire l'avenir de l'indianocéanie, en respectant les singularités et les souverainetés de chacun de nos États membres* », ont fait ressortir dans une déclaration commune les présidents Ikililou Dhoinine des Comores, Hery Rajaonarimampianina de Madagascar, François Hollande de France, James Michel des Seychelles et le Premier ministre mauricien.

Grâce aux projets qu'elle a mis en œuvre, la COI estime qu'elle est devenue un acteur crédible et reconnu du développement dans la région. Hery Rajaonarimampianina, président de Madagascar et président en exercice de la COI, a ainsi mis en exergue « *la montée en puissance de la COI.* » De son côté, James Michel, président des Seychelles, a expliqué que la COI est aujourd'hui « *plus audible et visible.* » L'organisation a acquis une expertise appréciée dans plusieurs domaines, dont la gestion des ressources naturelles et des milieux côtiers. Elle est progressivement devenue un catalyseur de débats, de propositions et d'échanges entre ses États membres, les pays de la région élargie de l'Afrique orientale et australe, les acteurs économiques et les sociétés civiles. La COI a également su jouer son rôle dans la gestion des crises et contribuer à faire du sud-ouest de l'océan Indien un espace propice à la croissance économique et sociale, en prise sur son environnement africain. La Commission s'affirme comme un outil de prévention et de gestion des crises politiques, environnementales et climatiques.



De gauche à droite : James Michel, Navin Ramgoolam, Hery Rajaonarimampianina , Ikililou Dhoinine, François Hollande & Jean Claude de l'Estrac

Les chefs d'État et de gouvernement ont pris acte de la qualité du travail accompli par l'organisation régionale et sa capacité à fédérer autour de ses missions l'ensemble des parties prenantes au développement régional, qu'il s'agisse des États, des collectivités publiques, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement, notamment l'Union européenne, l'Agence française de développement, les Nations unies, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

La COI a développé des partenariats avec de nouveaux pays, en particulier l'Australie et la Chine. « *Ces initiatives démontrent l'attractivité croissante de l'indianocéanie* », notent les chefs d'État.

> **La COI s'affirme comme un outil de prévention et de gestion des crises politiques, environnementales et climatiques.**

AMÉLIORER LA CONNECTIVITÉ

Le Sommet a réitéré la nécessité pour l'indianocéanie d'améliorer la connectivité globale de la région, qu'il s'agisse de desserte maritime, cruciale pour le commerce, de desserte aérienne, déterminante pour le tourisme et les affaires, ou de connectivité numérique, déterminante pour les entreprises, l'investissement et le transfert de technologies. La COI a d'ailleurs déjà mené des travaux en vue de faire émerger un espace économique et commercial permettant une meilleure insertion de ses membres dans les flux d'échanges internationaux afin de créer les conditions d'une croissance durable et d'une compétitivité sur le long terme. La conférence ministérielle sur le transport aérien du 8 juillet aux Seychelles avait été l'occasion de formuler une vision commune du transport aérien régional et d'explorer des solutions concrètes ayant pour objectif de mettre en place au moins un vol régulier entre les États membres de la COI à des tarifs abordables.

L'objectif est aussi de faciliter les déplacements des hommes et femmes d'affaires dans l'espace indianocéanique. À cet effet, les membres de la COI ont salué l'engagement des bailleurs de fonds dans la mise en œuvre de ces chantiers. La Commission invite également le secteur privé, ainsi que les sociétés civiles, à poursuivre les réflexions en cours et à s'associer aux actions d'intérêt commun en faveur du développement de l'espace indianocéanique. Le processus d'intégration interrégionale se met en place.

Partenariat fructueux avec l'Union européenne

Depuis trente ans, l'Union européenne est le premier bailleur des projets de la COI. Les chefs d'État présents au Sommet de Moroni ont d'ailleurs évoqué la « bonne utilisation » du 10e Fonds européen de développement (FED) et l'avancement des exercices de programmation du 11e FED, ainsi que du Programme opérationnel de coopération territoriale européenne (FEDER) pour la période 2014-2020 et la convergence de leurs objectifs.
La COI a par ailleurs joué un rôle de premier ordre dans la conclusion des négociations en vue de l'Accord de partenariat économique (APE) intérimaire avec l'Union européenne. Les chefs d'État et de gouvernement souhaitent une conclusion rapide d'un APE complet dans lequel le groupe Comores-Madagascar-Maurice-Seychelles (CMMS) pourrait jouer un rôle significatif. La COI souhaite contribuer activement à la mise en œuvre de cet APE. La France y participera en qualité d'observateur.



MADAGASCAR
L'INDUSTRIE MINIÈRE EN PLEIN ESSOR

BF
BUSINESS FILES
AVIATION :
L'AFRIQUE ANNONCE UN VIRAGE DÉCISIF

Business

MAGAZINE OCÉAN INDIEN
En collaboration avec l'Express de Madagascar

LE MENSUEL ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION Rs 75 - 23e année - N° 1148 - Septembre 2014 - www.businessmag.mu

MAURICE
UBP : EXPANSION PROGRAMMÉE À MADAGASCAR ET AU SRI LANKA

SEYCHELLES. FISCALITÉ
LE PAYS S'ENGAGE SUR LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS AVEC LE G5

RÉUNION
PRIORITÉ À LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE



INDIANOCÉANIE
LE CHANTIER DE L'INTÉGRATION

9 771694 167553 >
Réunion : 4 € / Madagascar : 7 000 ariary

Indianocéanie : le chantier de l'intégration

Business Magazine No. - 1148 - du mercredi 3 septembre 2014 au mardi 9 septembre 2014



De gauche à droite: James Michel, Navin Ramgoolam, Hery Rajaonarimampianina, Ikililou Dhoinine, François Hollande et Jean Claude de l'Estrac

De par sa position stratégique, l'indianocéanie a les moyens de devenir un carrefour sur la route commerciale entre l'Afrique et l'Asie, qui sont perçues comme les prochains moteurs de croissance de l'économie mondiale. Les retombées économiques sont réelles, que ce soit en termes d'investissements ou du développement du tourisme interrégional.

Tout passera par une plus grande coopération entre les États de la région. Transformer l'indianocéanie en une plate-forme pour capter les flux d'investissement de et vers l'Afrique est, en effet, un objectif tout à fait réalisable. L'avenir de l'indianocéanie a été du reste au cœur des délibérations lors du dernier Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) qui s'est tenu à Moroni.

Pour rendre la région économiquement plus forte, l'organisation plaide pour l'optimisation des capacités régionales à travers la desserte maritime et aérienne, afin notamment de permettre l'épanouissement du tourisme, des affaires, des investissements et le transfert de technologies.

Rubrique:

Région

Le Point Afrique | ACTUALITÉ | ÉCONOMIE | CULTURE | LIFESTYLE | SPORT

Le Point Afrique - Publié le 02/09/2014 à 12:45 - Modifié le 08/09/2014 à 18:18

Commission de l'océan Indien : tirer le meilleur profit de la mer

À Moroni, les chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien ont identifié les moteurs de progrès de la région.

Par notre correspondant à Port-Louis, Jérôme Boulle

Les Comores, Maurice, les Seychelles, Madagascar auxquels se joint la France, impliquée du fait de sa souveraineté sur La Réunion et Mayotte, viennent de confirmer fin août, par les chefs d'État et de gouvernement, l'importance d'améliorer la desserte maritime et aérienne entre les îles. L'enjeu, au-delà de la facilitation de la circulation des biens et des personnes, est de développer le commerce ainsi que l'industrie du tourisme. Le Premier ministre mauricien a ainsi indiqué que son pays dispose des infrastructures portuaires et aéroportuaires pouvant agir comme plaques tournantes pour faciliter les échanges entre les îles.

Favoriser les échanges commerciaux entre les îles

En ce qui concerne les échanges commerciaux entre les îles de l'Indianocéanie, il est établi qu'ils ne s'élèvent qu'à 4 % de la totalité du commerce régional. Sur le plan touristique, la situation n'est pas brillante non plus. Toutes les îles de l'océan Indien confondues ne parviennent pas à attirer plus de 2 millions de touristes par an. Pourtant, les statistiques démontrent que ce secteur enregistre une croissance de près de 9 % dans certains pays de l'Afrique australe.

Une des explications de cette situation serait la faiblesse des moyens de communication entre les îles de l'océan Indien. Il faut en effet se rappeler qu'il n'y pas de vol quotidien régulier entre toutes les îles et il n'existe aucune société maritime régionale assurant le transport de marchandises dans la zone. Au chapitre du transport aérien régional, le communiqué, publié à l'issue de ce quatrième sommet tenu le 23 août dernier à Moroni, fait ressortir que les autorités des pays de l'océan Indien explorent "des solutions concrètes, ayant pour objectif de mettre en place au moins un vol régulier entre les États membres de la COI à des tarifs abordables".

Une plateforme envisagée autour du numérique

Les responsables des États de l'Indianocéanie ont également insisté sur l'amélioration de la connectivité numérique qui sera d'un grand apport pour les entreprises, l'investissement et le transfert de technologies dans la région sud de l'océan Indien. Lors d'un point presse en avril dernier, Jean-Claude de l'Estrac, le secrétaire général de la COI faisait ressortir que "le numérique a un impact infiniment plus fort et qui ira

croissant : le taux de pénétration du téléphone mobile à Maurice est supérieur à 100 %, le taux de pénétration d'Internet de 29 % ; à Madagascar on compte (2012) trois millions d'utilisateurs de l'Internet mobile et 10 millions d'utilisateurs de mobiles ; à La Réunion le taux d'équipement internet est de 64 % ; aux Seychelles, enfin, le taux de pénétration internet est de 40 %". La COI envisage donc la création d'une "plateforme qui permettrait d'accéder aux contenus en direct, en vidéo à la demande, ou en continu par le biais de tous les types de terminaux : TV connectée, ordinateur, tablette, ou smartphone".

Développer l'économie liée à la mer

Le développement de l'économie bleue est l'autre piste principale identifiée par le sommet des chefs d'État. Dans une récente communication, le secrétariat général de la COI faisait ressortir que "plus de 20 % du thon commercialisé dans le monde provient de l'océan Indien, soit près d'un million de tonnes pour une valeur marchande au débarquement de quelque 2 milliards de dollars". Toutefois, il y a un risque de surexploitation qu'il ne faut pas sous-estimer. Pour le prévenir, la COI a initié un ambitieux programme de marquage des thons. "Entre 2005 et 2009, plus de 168 000 thons ont été marqués et plus de 30 000 recaptures ont été enregistrées", indique d'ailleurs un rapport de la COI. Il faut dire que l'océan Indien regorge des richesses sous-marines. "L'Indianocéanie est aussi le plus fort potentiel de production d'hydrocarbures au monde, particulièrement dans le canal du Mozambique qui disposerait de réserves de gaz quatre fois supérieures à celles du Qatar", déclarait le secrétaire général de la COI, lors d'une conférence en Chine, en novembre dernier. Le secteur des énergies renouvelables se développe rapidement dans la région, plus particulièrement à La Réunion. Dans ce département français les autorités assurent la mise en oeuvre des projets d'énergies renouvelables d'origine marine, de climatisation à l'eau issue des profondeurs océaniques, ou encore de cultures d'éponges et algues à des fins pharmaceutiques.

Outre ces deux axes majeurs de développement régional, François Hollande, Ikililou Dhoinine, James Michel, Hery Rajaonarimampianina respectivement président des Comores, des Seychelles, de Madagascar et Navin Ramgoolam, Premier ministre de Maurice ont, à l'occasion de ce quatrième sommet de la COI, présidé par le chef de l'État malgache, renouvelé "leur engagement à promouvoir les intérêts à long terme de l'Indianocéanie sur le plan du développement du développement durable". Ils rappellent également la nécessité d'un environnement maritime sécurisé. Les chefs d'État et de gouvernement apprécient des efforts consentis par les pays de la région pour assurer la sécurité maritime dans la zone et "se félicitent des résultats apportés par l'Unité anti-piraterie de la COI basée aux Seychelles".

La question de Mayotte sur la table

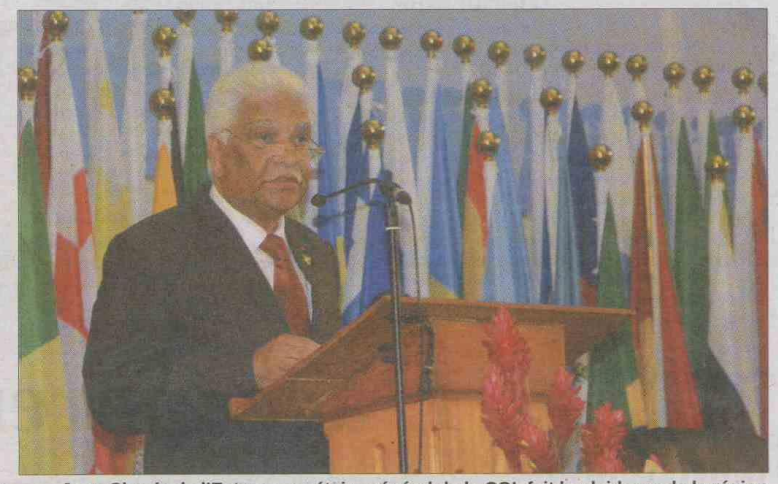
Les participants au sommet auront noté que le président du pays hôte, Ikililou Dhoinine n'a pas manqué d'évoquer l'un des sujets qui fâchent entre son pays, les Comores, et la France. Il a indiqué que les gouvernements des deux pays entendent parvenir à un accord pour gérer le contentieux autour de Mayotte, département français revendiqué par l'État comorien. "Nous avons signé avec Paris une déclaration commune dans laquelle nos pays entendent trouver une solution à ce triste différend", a déclaré le président comorien. Et dans foulée, il a plaidé pour la libre circulation dans l'espace COI et plus encore entre les îles de l'archipel des Comores, dont Mayotte, devrait-on entendre.

François Hollande a pour sa part déclaré : "Nous nous devons d'empêcher que des familles prennent le risque de s'embarquer sur des bateaux de fortune pour aller à Mayotte", avant d'ajouter : "Vouloir maîtriser les migrations, c'est lutter pour le développement." Le président français a rappelé que c'est "une volonté partagée de développement et de coopération" qui réunit les îles de l'Indianocéanie et a appelé les autres chefs d'État et de gouvernement à "assurer une grande mobilisation en vue de Paris Climat 2015 pour un accord contraignant, juste, équitable" dans la cadre de la recherche des solutions pour un développement durable et solidaire.

PEID | Conférence internationale des Nations Unies

Jean-Claude de l'Estrac : « L'heure est à l'action »

« *L'heure n'est plus aux débats, mais à l'action. La COI et ses membres des Petits États insulaires en développement* (PEID) *demandent à la communauté internationale d'instaurer un traitement spécifique et différencié pour les PEID* », a déclaré Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), qui a fait un plaidoyer pour les PEID lors de la 3e conférence internationale des Nations Unies aux Samoa.



Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, fait le plaidoyer de la région durant les séances plénières de la conférence des Nations Unies pour les PEID

Le discours de Jean-Claude de l'Estrac s'articule autour de quatre principaux points. Ainsi, la COI demande premièrement qu'une liste « *crédible* » de PEID soit agréée. En effet, plusieurs listes existent mais certains PEID ne sont ni des îles, ni en développement, ni même petits.

La COI se dit aussi en faveur d'une diplomatie des PEID en vue d'une juste prise en compte des intérêts spécifiques des PEID dans les forums internationaux. « *Cette action prend toute son importance dans l'optique de la définition de l'agenda pour le développement post-2015, qui préconise la facilitation de l'accès aux nouvelles sources de financement multilatéral, qui tient aussi une place importante pour les PEID. Elle permettra, entre autres, que notre région puisse mettre en œuvre des programmes disposant de financements alloués sous le Fond d'adaptation.* » Enfin, la COI souhaite qu'un nombre raisonnable de mesures d'appui dédiées aux PEID soient prises à la suite de la conférence. Elles devraient viser prioritairement les domaines du commerce international et de la finance, des technologies et de l'énergie, du changement climatique et de la pêche.

Selon Jean-Claude de l'Estrac, ce plaidoyer complète les actions de la COI à la conférence internationale des Nations Unies sur les PEID. Les membres de la délégation de la COI ont en effet participé à plus de 20 événements pour mettre en valeur l'Indianocéanie afin de lui ouvrir d'autres opportunités pour le développement.

Jean-Claude de l'Estrac a rencontré son homologue de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Cette agence des Nations Unies soutient l'argumentation de la COI. Une collaboration rapprochée est souhaitée par les deux organisations.

Dans le domaine de la résilience face au changement climatique, la COI a eu plusieurs rencontres avec le Secrétariat du Pacifique et son Programme régional pour l'environnement (SPREP), la Communauté caribéenne et son centre régional sur le changement climatique (CCCCC), le Commonwealth, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) ainsi que le partenariat insulaire (GLISPA). Un protocole d'accord a été signé entre la COI et l'OMM afin de faciliter le renforcement des compétences météorologiques pour une meilleure prévision, recherche et préparation contre les aléas climatiques dans l'Indianocéanie.

En ce qui concerne le secteur privé, la COI est intervenue lors d'un dialogue de haut niveau organisé par le Bureau du haut représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les PEID (OHRLLS). Le secrétaire général de la COI a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique, qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé et touristique pour le développement.

Dans le domaine du tourisme, la COI a participé à des discussions ministérielles initiées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Lors de cette rencontre, le secrétaire général a réitéré à Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie, l'importance qu'il accorde à la langue française.

En matière de culture, cinq traditions de l'Indianocéanie ont été mises en valeur dans un film réalisé avec le concours de l'Unesco : le grand mariage des Comores, le "*famadiana*" de Madagascar, le divali de Maurice, la "*fèt kaf*" du 20 décembre à La Réunion et le "*festival kreol*" des Seychelles. « *Ces traditions font partie de notre identité indianocéanique, notre héritage. Cette conscience collective d'héritage commun nous pousse à collaborer plus étroitement parce que nous savons de ce fait que nous formons une communauté de destin* », explique Jean-Claude de l'Estrac.

Une réunion de travail avec le secrétariat du Commonwealth a permis aux deux entités d'identifier plusieurs axes de coopération, notamment pour renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et pour faciliter l'accès aux fonds pour le développement durable. Dans ce contexte, la COI collaborera avec le secrétariat du Commonwealth pour la mise en place d'un centre sur le changement climatique à Maurice. La délégation a finalement animé un événement intitulé "*La coopération régionale : passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien*". Cette opportunité a été l'occasion de célébrer les réussites de la COI et faire valoir son expertise.

JMP

VENTE AUX ENCHERES VENTE AUX ENCHERES VENTE AUX ENCHERES VENTE AUX ENCHERES
J-A-L AUCTIONEER
AUCTION SALE AUCTION SALE AUCTION SALE AUCTION SALE

AU GARAGE CLENCY, Ave Des oursins BAIE DU TOMBEAU
(A Partir du Rond Point de Baie Du Tombeau, après le pont Bruniquel, à votre droite Ave Des Oursins Vers La Sentinelle Ltée)
Jeudi 11 Septembre 2014 à 10.30 hr a.m
MM. Jacques ALAIN LAZARRE & Magessen CAULLEE
Commissaires Priseur
vendront aux enchères et au comptant
A LA REQUETE DES ASSUREURS
(Plus ou moins abimés dans un accident) As is & Where is

		Immatriculé
Autos :	FORD FOCUS H/Back Petrol de 1596cc.	71 JN 14
	V/WAGEN PASSAT de 1798cc	3585 MY 14
	CITROEN C3 H/Back 1.6 HDI Diesel de 1560cc	6553 SP 13
	RENAULT MEGANE	2370 AP 13
	BMW 750 Petrol de 5379cc (An. 96)	Z 630
	GV Truck KIA K2700 Diesel de 2665cc	3370 JU 11
	M/Cyclette BMW F800 R de 798cc	2363 W

Viste : Jour de vente à partir de 09.00
N.B: Paiement immédiatement à l'adjudication CASH ou CHEQUE VISÉ (carte d'identité obligatoire)
64, Trunk Road, BELL VILLAGE
Tel : 286-6147 / 286-6128, Fax : 286-2673
Email: forumk-7@intnet.mu
Ref: JAL/09/171

Environnement, biodiversité et développement durable



La FJDD partenaire reconnu dans le développement durable des îles de l'Océan Indien

Canada-Québec

Le succès obtenu par la Fondation des Jeunes pour le Développement Durable (FJDD) dans les deux régions pilotes de l'océan Indien ont convaincu les responsables du Projet ISLANDS a poursuivre le déploiement du programme et de sa méthodologie au sein des 4 iles restantes.

En effet, depuis 2013, la FJDD est partenaire du Projet ISLANDS, qui est financé par l'Union Européenne pour le compte de la Commission de l'Océan Indien. Elle travaille à l'implantation de son programme Inspired Generations à Ngazidja et Ndzouani aux Comores. Quelques projets ont été identifiés et soutenus par les Comités Insulaires de Développement Durable de Ngazidja et Ndzouani : projet d'infrastructure visant la gestion des matières résiduelles et d'accès à l'électricité, mise en place d'une coopérative agroalimentaire et développement de gite éco-touristique.

La méthodologie développée dans le cadre du programme Inspired Generations vise à mettre au cœur du développement durable de ces iles, les étudiants universitaires. Plusieurs étapes de réalisation sont nécessaires pour en arriver à cette finalité : 1- établissement d'une vision commune d'avenir de l'ensemble des acteurs de la société dans le cadre d'un colloque insulaire, 2- mise en place d'un comité insulaire de développement durable et 3- réalisation d'un plan d'action quinquennal de développement durable. Une fois les orientations définies, les différents partenaires du plan d'action soumettront des idées de projets à la gente estudiantines dans le cadre d'une tournée de l'ensemble des universités et des instituts supérieurs de l'île.

Le Projet ISLANDS a pris, en début d'été 2014, l'engagement de renouveler son soutien financier dans la mise en place du Programme Inspired Generations afin de poursuivre le travail à Zanzibar, les Seychelles, Maurice et Madagascar. Déjà deux missions ont été organisées en septembre 2014. Une, prévoyant la poursuite des travaux aux Comores par la formation des membres des Comités Insulaires de Développement Durable dans la rédaction d'un plan d'action quinquennal de développement durable et la seconde, par une tournée de formation sur les 4 autres îles de l'Océan Indien sur la présentation de la méthodologie IG et ses différentes étapes de mise en place. La force de cette approche réside dans le soutien que l'ensemble des acteurs de l'ile donne aux projets qui sont labellisés par le comité insulaire de développement durable. Ce label permet d'informer les bailleurs de fonds que ce projet à reçu un appui formel de la communauté et que celui-ci répond parfaitement aux objectifs et à la vision d'avenir que l'ensemble des acteurs insulaires ce sont données.

La FJDD est fière de participer et contribuer de par son expertise au développement durable des îles de l'Océan Indien. Une belle réussite québécoise dont nous sommes fières de vous partager.

Source: FJDD

http://www.mediaterre.org/actu,20140909210026,16.html

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

EXERCICE DE SIMULATION

Les pays de l'océan Indien et La Réunion testent l'alerte tsunami

Vers 4 heures du matin ce mardi 9 septembre 2014, la préfecture de La Réunion a reçu une alerte au tsunami, provoqué par un séisme d'une magnitude de 9,1 survenu en Indonésie, au sud de l'île de Java. Il s'agissait d'un exercice de simulation grandeur nature impliquant 24 pays et organisé par la commission océanographique intergouvernemental de l'Unesco. Si certains pays ont mis en place des exercices d'évacuation des populations menacées, l'objectif était pour la préfecture de La Réunion de "tester la chaîne de remontée de l'information".

Posté par IPR il y a 3 jour(s

L'exercice mis en place par l'Unesco se nomme "Iowave 14". Il a débuté dans la nuit de lundi à mardi avec un premier scénario, celui d'un séisme d'une magnitude de 9,1 survenu en Indonésie, au sud de l'île de Java. Ce mercredi 10 septembre, un deuxième scénario sera testé, celui d'un second séisme dans la zone de Makran au sud de l'Iran et du Pakistan. Dans les deux cas, il s'agit de tester le dispositif d'alerte international en cas de tsunami déferlant sur tout l'océan Indien.

Certains pays procéderont ainsi à des exercices d'évacuation. À Mayotte, un PC de crise devait être installé. À La Réunion, il s'agissait uniquement de "tester la chaîne de remontée de l'information et de voir comment les interpréter", indique la préfecture.

Vingt-quatre pays participent à cet exercice : Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Comores, France (Réunion), Inde, Indonésie, Iran, Kenya, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Oman, Pakistan, Seychelles, Singapour, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Timor-Leste, Yémen.

www.ipreunion.com

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2014/09/09/exercice-de-simulation-les-pays-de-l-ocean-indien-et-la-reunion-testent-l-alerte-tsunami,27071.html

Economie et infrastructures

OCÉAN INDIEN | Du 23 au 25 octobre 2014

10e édition du Forum économique des Îles aux Comores

■ Environ 300 participants attendus dont des hommes d'affaires du Qatar, d'Oman et du Kenya



Octobre 2013, lors de la soirée de gala du 9e Forum économique des Îles de l'océan Indien : Ganesh Ramalingum, président d'alors de la MCCI (extrême droite) et Nourdine Chabani, ancien président de l'UCCIOI (au centre), transmettent le drapeau de cette instance régionale à Fahmy Thabit, l'actuel président de l'UCCIOI (à gauche) en vue de l'organisation de la 10e édition du FEIOI

L'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des Comores (UCCIA) organisera, du 23 au 25 octobre, à Moroni, la 10e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI). L'UCCIA s'apprête à accueillir environ 300 participants à cet évenement, dont des hommes d'affaires du Qatar, d'Oman et du Kenya. Comme c'était le cas à Maurice en 2013 (participation d'opérateurs économiques d'Afrique du Sud, de l'Inde et d'Abu Dhabi, entre autres), le forum n'est pas limité aux décideurs et hommes d'affaires de la sous-région et s'ouvre de plus en plus à ceux d'autres pays.

« *Le FEIOI s'affirme comme un prestigieux rendez-vous économique régional, qui est devenu incontournable au fil des ans pour les décideurs et opérateurs ayant un intérêt pour la région* », a déclaré Faeeza Ibrahimsah, directrice des services de communication de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) lors d'un point de presse, animé également par Fakriddine Abdul Halik, chargé de coopération internationale à l'UCCIA des Comores. Ce dernier a fait ressortir que le forum, qui se tient sous l'egide de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'océan Indien (UCCIOI), est non seulement une occasion pour les participants de nouer des partenariats dans divers domaines et secteurs d'activités, mais sert aussi de plateforme d'échanges entre les secteurs public et privé sur plusieurs sujets d'intérêts communs et touchant à l'intégration régionale, au développement des échanges commerciaux et à la promotion de l'investissement.

Vu que le forum en sera à sa 10e édition, les organisateurs ont prévu cette année de faire une rétrospective de ce qui a été accompli les années passées, mais aussi des objectifs non réalisés et des contraintes éprouvées par les pays de la sous-région. Des entrepreneurs de différentes îles ayant enregistré des "success stories" grâce au forum seront sollicités pour présenter leurs réalisations. À partir d'une évaluation des faiblesses notées dans les différentes îles, des défis de développement à relever par ces économies et des opportunités à saisir, l'UCCIOI établira une feuille de route des actions à prendre pour assurer le développement soutenu de la zone et des échanges intrarégionaux.

Le programme du forum, a déclaré Faeeza Ibrahimsah, est conçu de manière à mieux comprendre les défis et à mieux répondre aux besoins des opérateurs. Ce programme comprend des ateliers de travail où opérateurs économiques et autorités ont l'opportunité de débattre de thèmes spécifiques liés aux enjeux de la région. « *Ces ateliers peuvent être considérés comme des moments privilégiés, car c'est une occasion pour les participants et décideurs de discuter des obstacles et de proposer des solutions pour la promotion du commerce régional. Lors de ces ateliers, l'accent est toujours mis sur les relations d'affaires dans la région, l'objectif ultime étant de faciliter les échanges au sein de la Commission de l'océan Indien* », a-t-elle souligné.

Cinq thématiques sont proposées pour la prochaine édition du forum : une évaluation des recommandations des neuf précédentes éditions, l'accès des entreprises à l'international, les synergies à développer dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les potentialités de développement de l'économie bleue et la gestion des déchets dans la région du sud-ouest de l'océan Indien. Par ailleurs, Fakriddine Abdul Halik a laissé entendre que l'UCCIA et l'UCCIOI espèrent que l'édition 2014 du forum économique des îles puisse déboucher sur un grand nombre de déclarations de partenariat, et ce à partir des multiples rencontres "*business to business*" qui seront organisées à Moroni.

Léon BAYA

RUSHMORE
BUSINESS SCHOOL
re-engineering your future

Accounting Courses for September 2014 Intake

Awarded by Leeds Metropolitan University (UK)

UNDERGRADUATE

BA Hons Accounting & Finance*

POSTGRADUATE

MSc Accounting*



Entry Requirements:

BA Hons Accounting & Finance

HSC or Equivalent (Applicants having a Higher National Diploma or equivalent can join the final year of the degree)
Applicants with ACCA papers are also eligible to apply for this course
This Course provides exemptions from ACCA Papers: F1,F2, F3,F4,F5,F6,F7,F8 & F9
ICAEW Papers: Full Certificate and two (2) professional papers

MSc Accounting

Holder of a degree in Accounting or equivalent
Exemptions from ACCA Papers: P1, P2 & P3

Fees: are inclusive of study materials, examination fees and access to online resources.

Courses start on: **29 September 2014**

Closing date for applications: **15 September 2014**

Rushmore Complex, Sodnac Link Road, Quatre-Bornes, Mauritius.

Tel No.: **6962671** Email: registry@rbs.ac.mu Website: www.rbs.ac.mu

* TEC approval in process

Business MAGAZINE
L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE

Le FEDER géré par la Région Réunion

« Le Fonds européen de développement régional (FEDER) est à présent directement géré par la Région Réunion », a annoncé Didier Robert, président de la Région, pour la session 2014-2020. En effet, la Région a désormais les pleins pouvoirs sur les 1,139 milliard d'euros mis en place pour aider La Réunion à se développer et ce, par le biais d'un Guichet unique (avant, l'État gérait également une partie des ressources). Selon le président de la Région, au moins 50 % de la dotation 2014-2020 sera concentrée sur le numérique, les aides aux entreprises, la recherche, l'innovation, la transition énergétique... Le Guichet régional des aides économiques se concentrera également sur le tourisme, le développement territorial et les relations i nternationales.

Les Seychelles s'engagent sur les échanges d'informations avec le G5

Les Seychelles viennent de s'engager dans un accord d'échange automatique d'informations fiscales dans le cadre d'un projet piloté par le Groupe des cinq (G5) nations. Un projet qui vise à décourager l'évasion fiscale. Les pays du G5 – le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie – s'attendent à ce que leur ca-dre pour l'échange automatique d'informations soit utilisé comme modèle pour la conclusion d'un accord multilatéral.


Le siège de la Banque Centrale des Seychelles à Victoria.

46 pays et juridictions ont convenu de mettre en œuvre une nouvelle norme mondiale sur l'échange d'informations. Le premier échange est prévu pour 2017 et se basera sur les données qui seront recueillies à partir du 31 décembre 2015.

Les parties concernées par cette nouvelle norme procéderont à la signature des accords lors du Forum global de l'*Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)* qui se tiendra à Berlin en octobre.

Dans une déclaration commune, les ministres des Finances des pays G5 ont accueilli favorablement cette initiative des Seychelles.

« *Nous appelons d'autres centres financiers à suivre l'exemple des Seychelles, et des 45 autres pays et juridictions, afin que nous puissions rapidement éradiquer l'évasion fiscale à l'échelle mondiale* », ont-ils fait ressortir.

Renforcement de la coopération économique avec le Sri Lanka

Les Seychelles et le Sri Lanka sont sur le point de commencer leurs échanges commerciaux suite à la conclusion du Seychelles-Sri Lanka Trade and Investment Forum qui s'est tenu à Colombo, la semaine dernière.

Un communiqué du Seychelles Investment Board, qui a organisé l'événement en collaboration avec l'Export Development Board du Sri Lanka, souligne que l'intérêt pour une telle collaboration était très élevé, avec la participation de plus de 150 compagnies sri-lankaises opérant dans divers secteurs d'activité. Ce forum est organisé sept mois après la tenue d'un forum similaire à Victoria. Les Seychelles et le Sri Lanka font face à des défis similaires en tant qu'États en voie de développement tout en connaissant un boom dans les secteurs de la construction et des télécommunications.

Développement durable : les quatre propositions du président Michel

La troisième conférence sur les petits États insulaires en développement (PEID) se tient actuellement à Apia, Samoa. Le président des Seychelles, James Michel, qui y participe actuellement, a fait des représentations pour le développement durable des PEID. Il a formulé quatre propositions. Il a d'abord exprimé le besoin pour les PEID d'avoir des solutions de développement adaptées à leurs besoins en mettant au point un critère de vulnérabilité pour leur permettre d'investir dans la résilience contre les chocs globaux. Il a ensuite insisté sur un modèle de développement basé sur le potentiel de l'océan.

« *Les Seychelles ont eu le privilège d'organiser un premier Blue Economy Summit aux Émirats arabes unis en janvier au cours duquel nous sommes tombés d'accord sur l'exploitation commune de nos ressources océaniques pour la production agro-alimentaire et de l'énergie tout en diversifiant nos activités* », a déclaré James Michel.

Autre point soulevé par le président : le problème de la viabilité de la dette des petits États insulaires, car il y a en ce moment un manque d'options de financement abordables. Par conséquent, ces pays se retrouvent souvent face à une dette commerciale insoutenable.

Finalement, James Michel a insisté sur le besoin de faire de 2015 l'année d'arrêt sur les débats sur le changement climatique et de vraiment s'engager dans des actions concrètes.

Comores

L'archipel accueille le Forum économique des îles de l'océan Indien

Du 23 au 25 octobre, les Comores accueilleront la 10e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien. Ce forum a pour objectif de faciliter les discussions entre les acteurs du développement, de faciliter les échanges et de promouvoir les investissements dans la région.

Fakriddine Abdul Halik, chargé de coopération internationale à l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des Comores, avance que ce forum attirera cette année près de 300 participants provenant des pays de l'océan Indien.

Autre grande nouveauté : le FEIOI accueillera les chefs d'entreprises arabes, mais également de l'Afrique de l'Est, dont des hommes d'affaires du secteur privé au Kenya. Cette année, le FEIOI se penchera sur divers thèmes, dont l'accès des entreprises à l'international, les synergies à développer les Tic, l'économie bleue et les synergies à développer dans la gestion des déchets dans la région de l'océan Indien. Le FEIOI est organisé cette année par l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des Comores en collaboration avec la Commission de l'océan Indien (COI).